11e année. — N° 192. — 10 février 1935. Prix : 2 francs.

BIBLIOTHÈQUE MUSÉE SOCIAL

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

1925 - 1935

DIX ANS CONTRE LE COURANT

par Roger HAGNAUER

UNE LETTRE D'ALGÉRIE SUR LES ÉVÉNEMENTS DE SÉTIF

La Fédération Communiste indépendante DE L'EST

par Paul RASSINIER

VOUS qui recevez cette Revue pour la première fois ! qui ne nous connaissez pas !

Reportez-vous à la 4me page de la couverture

ELLE VOUS INTERESSE TOUT PARTICULIEREMENT

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)
54, rue du Château-d'Eau — PARIS (Xe)

Conditions d'abonnement

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois.... 10 fr.
Six mois.... 20 fr. Un an.... 40 fr.

EXTERIEUR

Trois mois.... 13 fr.
Six mois.... 26 fr. Un an.... 50 fr.

Permanence :
Tous les soirs de 18 à 19 heures
54, rue du Château-d'Eau

Adresser la correspondance :

à Pierre MONATTE, pour la rédaction ;

à CHARBIT, pour la Renaissance du Syndicalisme ;

à CHAMBELLAND, pour l'administration.

Tous trois : 54, *rue du Château-d'Eau, Paris-10e*

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : « Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris).

Ni Korespondas per Esperanto

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SOMMAIRE

Dix ans contre le courant.. R. HAGNAUER

Les événements de Sétif.... TOUBIB

La fédération communiste indépendante de l'est..... P. RASSINIER

Parmi nos lettres

Boycottons nos fascistes ! — A propos de la répression en Tunisie. — Partis et Syndicats.

« Démocratie économique » et fascisme ..... D. GUÉRIN

Quand s'arrêteront-ils ? .... M. YVON

Au secours de Victor Serge.. LE COMITÉ

La renaissance du syndicalisme

Plan et démocratie syndicale. L. PELLETIER

Brève philosophie d'une élection ..... L. JAYAT

Petit Carnet

Courte réponse à la Fédération Unitaire de l'Enseignement. J. ROLLO

Trois ans d'efforts du Comité des Chômeurs de Reims..... R. GÉRARD

Fascisme et Syndicalisme

Faits et Documents

L'Unité syndicale au point mort — Un article de Dumoulin. — Pas lui !

Notre dixième anniversaire

1925 - 1935

DIX ANS CONTRE LE COURANT

Le noyau de la Révolution Prolétarienne

Dix ans, ...il y a dix ans que la *Révolution Prolétarienne* existe... dix ans, pendant lesquels notre « *coopérative intellectuelle* » a résisté au courant le plus tumultueux de l'après-guerre, aux vents de toutes directions, a triomphé des fanfares discordantes comme des silences organisés.

Dix ans ! Est-ce un record ? Les revues ouvrières indépendantes dont elle a pris succession — dont il faudrait écrire l'histoire — l'*Humanité Nouvelle*, l'*Ouvrier des Deux Mondes*, *Pages Libres*, *La Vie Ouvrière* d'avant-guerre ont-elles connu si longue carrière ?

Dix ans qui ne furent pas d'observation sereine et lointaine ! Sieyès pouvait dire à ceux qui l'interrogeaient sur sa carrière révolutionnaire qu'il avait vécu, parce qu'il avait tout subi. La *R. P.* a constamment réagi contre ce qui s'imposait. Les membres du noyau ont été directement mêlés à toutes les luttes ouvrières, ils se sont même quelquefois heurtés les uns aux autres, des crises internes ont parfois découragé leur volonté, et cependant ils se sont presque tous retrouvés, à chaque tournant décisif, serrés les uns contre les autres, toujours plus convaincus de l'impossibilité d'une dispersion.

Presque tous ? Quelques-uns nous ont quittés. Lorsqu'il a fallu choisir définitivement entre le syndicalisme révolutionnaire, et l'espoir prochain d'un nouveau parti, Rosmer a rejoint Trotsky ...et cette fidélité envers l'ami vaincu et proscrit, ne manquait pas de grandeur, en un temps si fertile en avilissement moral. Son départ, son isolement dans ces petits groupes où s'épuisent en discussions doctrinales des activités qui seraient si précieuses au mouvement ouvrier, n'a pas cessé de nous affliger. Loriot nous avait déjà rejoints, terminant une évolution dont il m'a défini quelque temps avant sa mort, la logique interne. Rien n'irritait plus le vieux guide du Comité de la IIIe Internationale, que de le représenter comme « l'homme du Parti » venu sur le tard au syndicalisme révolutionnaire. Il nous a laissé quelques notes biographiques, quelques souvenirs précisés d'une main ferme que nous publierons quelque jour et qui nous éclaireront sur l'activité et la pensée de ce grand honnête homme.

Et voilà qu'avec le sien, naissent en nous les souvenirs de ceux qui nous ont quittés définitivement.

Albin Villeval... Je ne l'ai guère connu personnellement. Mais j'ai si souvent entendu parler de cet ancien secrétaire du syndicat des Correcteurs que je lui conserve une place d'honneur dans mon album des ouvriers qui ont honoré leur classe.

César Hattenberger, le grand César, l'administrateur de la *Vie Ouvrière* d'après-guerre (première manière), l'organisateur passionné qui ne sortait de ses chiffres que pour lancer de la bouche et des bras de véhémentes apostrophes à l'adresse des gens qu'il méprisait le plus et qu'il apercevait, déjà triomphants, derrière les fanatiques de la bolchevisation : les jouisseurs, les fainéants, les orateurs professionnels, toute cette bohème corrompue dont il avait prévu depuis longtemps, avec l'intuition de sa conscience et de son cœur, le rassemblement et la corruption.

Henri Fulconis, le militant et l'ami tenace, sûr de lui-même, tranquillement préparé aux tâches les plus humbles comme aux plus dramatiques entreprises.

Ces deux-là, hélas ! je les ai vus partir, frappés par le même mal, dans des circonstances analogues ; en proie, tous deux, jusqu'à la dernière heure, à l'angoisse causée par la situation du mouvement ouvrier et comme rassurés l'un et l'autre par l'existence, la persistance de leur *Révolution Prolétarienne*.

Nos morts ? J'en oublie, certainement.

Il en est un que je voudrais bien citer — même si l'on doit nous accuser de profiter d'un cadavre qui ne nous appartient pas. Albert Bourderon, le vieux pèlerin de Zimmerwald ? Je sais. Il ne fut jamais du noyau. Cependant, c'est à nous qu'il rendit l'une de ses dernières visites. Chambelland m'avait présenté au vieux lutteur : « Hagnauer... qui a rejoint la vieille maison ». Je le vois nettement, la tête en arrière, pesant sur chacun de ses mots, comme à son habitude. « Je vous souhaite du courage, mon jeune camarade. Elle a besoin de sang rouge, la vieille C.G.T. ». Et en prenant congé : « C'est haut, chez vous. J'aurai du mal à monter cinq étages ». Cher et grand Bourderon. Nous devions vous rendre bientôt votre visite, devant le colombarium où des malheureux tentèrent par pudeur ou par honte de faire disparaître la gerbe que nous vous avions offerte, et sur le ruban de laquelle s'étalaient ces deux termes qui se complètent : « *Zimmerwald... la Révolution Prolétarienne* » !

Malgré quelques départs, malgré les disparitions définitives, le « noyau » du départ a grossi. Je ne nommerai pas tous les nouveaux, recrutés en cours de route... sauf deux : Finidori, le fondateur de la C.G.T. tunisienne, qui a vu finir sa peine de bannissement, cependant que nous buvions aux 10 ans de la *R. P.*, qui pourra se glorifier de n'avoir profité d'aucune amnistie législative, d'aucune grâce gouvernementale, d'avoir résisté à toutes les séductions de la bourgeoisie et d'être demeuré brutalement rétif aux consignes des partis.

Et Nicolas Lazarevitch, que nous avons pu arracher aux griffes du Guépéou, et qui depuis a porté sa musette dans tous les endroits où ça barde pour le prolétariat et contre la bourgeoisie...

Tous ceux qui forment le « noyau » maintenant sont de formations diverses : syndicalistes de la vieille école, anciens des partis, pacifistes « nés de la guerre » accrochés au groupe de la *Vie Ouvrière* (première manière), jeunes également écœurés du saumâtre parlementarisme, de l'hystérie bolchévisante et de la platitude réformiste — mais tous ont, je crois un point commun : celui d'être essentiellement et uniquement des militants du mouvement ouvrier. Regardez bien autour de vous, dans tous les autres grou-

pements... et dites-moi si vous pourriez faire constatations semblables.

Une lacune, dans mes souvenirs ramassés à la fourchette. Je ne dis rien de spécial sur les deux hommes qui sont apparus comme les « guides » (quoique ce titre leur déplaise, autant qu'à nous) de la *R. P.* : de Louzon et de Monatte. C'est qu'une consigne sévère pèse sur ma plume. Prière de laisser l'encensoir, et de ne pas dresser de palmarès pour distribution de prix. Louzon qui veille aux barrières du Louvre... je veux dire devant la table de l'imprimerie, ne laissera rien passer de trop pommadeux.

Qu'il me permette simplement de tirer une toute petite vengeance de certains doctrinaires qui ont toujours raillé ses études, au nom de l'orthodoxie implacable ! Un conseil à ces distributeurs de certitudes. Qu'ils reprennent depuis dix ans les prévisions de Louzon et les leurs... la comparaison avec la réalité qu'ils prévoyaient les uns et les autres, sera bien réjouissante pour Louzon. Il est vrai que celui-ci comme nous tous a toujours eu tort « *d'avoir raison trop tôt !* »

Sur le fondateur, sur le père de la *R. P.* (qui doit tout de même reconnaître que sa fille cadette est moins ingrate que l'aînée : la *Vie Ouvrière*), sur Monatte, un seul terme : symbolique, synthétique... qui au fond nous qualifie tous, nous et la *R. P.* Il est de Vivier-Merle, au Congrès confédéral de 1931 : « *Monatte... Cet homme est une âme damnée* ». Expression heureuse et juste. L'âme damnée, éternellement, qui trouble éternellement les chants et les danses des élus et des bénisseurs. Une âme damnée qui s'est signalée dans sa malfaisance... chaque fois qu'on a voulu béatifier sereinement ; dans l'apaisante Union Sacrée, dans la nourrissante scission, dans l'enivrante bolchévisation. Une âme damnée ! Celui qui dit *non* aux unanimités serviles. Un être diabolique, sans nul doute. Et comme on a envie de reprendre l'apostrophe de Proudhon :

« Satan ! Viens, que je t'embrasse ! »

La fondation de la Révolution Prolétarienne

On croit généralement que la *R. P.* est née de la lutte contre la bolchévisation. C'est vrai, sans doute, mais ce n'est pas toute la vérité. Sinon, on pourrait s'étonner que la *R. P.* ait duré plus longtemps que les autres organes de l'opposition communiste de 1924 - 1925 - 1926, disparus, après quelques mois de vie difficile. (*La Vérité*, organe trotskyste, n'existe que depuis 1929). En fait, la *R. P.* a été, de suite, autre chose qu'une simple publication de tendance.

Si nous avions le loisir d'écrire l'histoire de ces dix dernières années, en combinant la résurrection de souvenirs vécus avec l'examen lointain et objectif d'une politique communiste que nous avons pu croire accidentelle à l'époque, et qui cependant était essentielle et fondamentale, nous pourrions juger le bolchévisme — phénomène spécifiquement russe — et la bolchévisation — maladie internationale —, expliquer notre adhésion au Parti communiste et notre départ de ses rangs. L'Internationale Communiste, lors de sa fondation, par Lénine, était apparue comme le rassemblement de tous les opposants à la IIe Internationale, serrés autour de la Révolution russe, opposants de guerre, d'avant-guerre et d'après-guerre, des anarchistes et des syndicalistes révolutionnaires exclus au début du siècle, des zimmerwaldiens réprouvés dès le début de la guerre, des spartakistes révoltés contre Scheidemann et Noske dès le début de la Révolution allemande, des bolcheviks forts de leur expérience internationale comme de leurs victoires de 1917 et des années suivantes.

C'est ce rassemblement qui a été dispersé en 1924. Il fallait de l'homogénéité, du « monolithisme ».

Le phénomène, dit de la bolchévisation, demanderait de longues explications. Fut-il autre chose, au fond, qu'une transposition brutale sur le plan international d'une formule spécifiquement russe : celle des groupes de révolutionnaires professionnels. Nécessaire peut-être — quoique dangereuse — dans un pays où l'action ouvrière devait être essentiellement politique, clandestine, illégale — dirigée de l'extérieur — elle devenait utopique et ridicule lorsqu'on voulait l'appliquer à des pays où le mouvement ouvrier avait déjà ses traditions, son originalité et ses hommes. Encore, a-t-elle pu produire des aventuriers héroïques là où régnait la Terreur Blanche. En France, elle n'a pu créer qu'une bureaucratie, qui souvent bousculée par les tourbillons imprévisibles de la politique soviétique, n'a même jamais eu le loisir d'acquérir l'expérience, la documentation, l'habileté professionnelle qui caractérisent la bureaucratie social-démocrate ou réformiste.

Ayant ainsi bolchévisé l'Internationale Communiste, il fallait ensuite placer des « hommes de confiance », dociles, à tous les leviers de commande. On colonisa les syndicats unitaires et tous les groupements indépendants sur lesquels les communistes pouvaient avoir quelque influence (A.R.A.C., Fédération Sportive du Travail, U.S.T. I.C.A., Secours Ouvrier, etc...).

Un véritable régime de terreur s'abattit sur tout le mouvement d'extrême-gauche ; les uns cédaient par feinte résignation ou par prévoyante roublardise, d'autres s'abandonnaient au désarroi et au désespoir.

« *La « R. P. »* — dit le noyau dans une déclaration d'octobre 1925 — *est un refuge pour les révolutionnaires sincères qui ne peuvent plus supporter l'atmosphère étouffante du Parti, une défense contre le sabotage du mouvement ouvrier.* »

C'est donc bien la bolchévisation qui est à l'origine de la *R. P.* Oui, mais fut-elle la cause dominante, ou accidentelle ?

Les fondateurs de la *R. P.* n'étaient-ils pas les anciens membres du vieux noyau de la *Vie Ouvrière*, les rédacteurs de la « Vie sociale » de l'*Humanité* de 1923 et du début de 1924.

Accusés de ne pas être assez communistes, parce qu'ils se refusaient à condamner Trotsky sans connaître exactement les pièces du procès, ils avaient brisé leur plume de journalistes, et repris le boulot à l'atelier.

C'est que déjà ils ne se sentaient guère à leur aise, dans cette rédaction qui n'avait d'ouvrier que son drapeau. Ne les accusait-on pas de vouloir syndicaliser le Parti, parce qu'ils s'efforçaient de mettre en relief, la vie et les revendications des groupements purement ouvriers. Aussi, la tornade de la bolchévisation ne les surprit-elle pas, comme tant d'autres.

Par-delà le conflit des thèses, des partis, des groupes, des équipes, des hommes si grands soient-ils (je pense aux russes, non aux français), ils entrevirent autre chose que le redressement d'un parti ou la fondation d'un nouveau, autre chose de plus grave, autre chose que les plus vieux d'entre eux avaient déjà entrevu, à quoi ils avaient déjà sérieusement pensé en fondant la *Vie Ouvrière* en 1909. C'est que la classe ouvrière ne peut être servie que par ses hommes à elle, nés dans son sein, connaissant ses misères, participant à ses luttes, s'acharnant à suivre imper-

turbablement la défense d'intérêts qui soient purement ouvriers, arrachant, morceau par morceau, de réalités confuses, des idées qui soient vraiment ses idées à elle — des hommes en qui, selon la formule complétée de Griffuelhes, *le lutteur, le penseur et l'éducateur se confondent.*

Des hommes qui soient contraires, en tous points, à ces révolutionnaires professionnels russes et à leurs pâles héritiers : les bolchévisateurs internationaux.

La coopérative intellectuelle, qu'est-ce donc, sinon... *la suppression des... « intermédiaires intellectuels »*, de ceux qui pensent pour le prolétariat ?

A dire vrai, les fondateurs de la *R. P.*, en cette fin d'année 1924, ne précisèrent pas explicitement tout le problème. Ils voulurent d'abord construire leur refuge et s'y loger. Et comme ils ont eu raison de ne philosopher qu'ensuite.

Je me souviens d'une conversation que j'eus avec Rosmer, au début de 1925.

Mal débarbouillé des discussions de parti, encore saoulé d'abstractions, je lui dis mes inquiétudes : « Mais enfin, nous sommes en désaccord sur beaucoup de problèmes : sur la question russe, sur le rôle du Parti, sur l'action syndicale. Pensez-vous que nous pourrons tenir ? » Il me répondit en substance, avec sa sobriété habituelle : « Bah ! On a critiqué l'empirisme de Monatte. Au fond, c'est lui qui a raison. Faisons d'abord vivre la *R. P.*, on verra après ».

Ah ! Rosmer, comme vous aviez vu juste. C'est bien l'empirisme de Monatte qui nous a sauvés. Nous lui en sommes tellement reconnaissants que nous sommes prêts à l'accepter comme seule doctrine.

Notre pessimisme...

Il est vrai que le mot doctrine est de ceux que nous n'aimons guère employer. « *Le syndicalisme révolutionnaire* — disait déjà Monatte au congrès anarchiste de 1907 — *à la différence du socialisme et de l'anarchisme qui l'ont précédé dans la carrière, s'est affirmé moins par des théories que par des actes et c'est dans l'action plus que dans les livres qu'on doit l'aller chercher.* »

La *Révolution Prolétarienne* devait donc se garder de tomber dans un « doctrinarisme » qui aurait, dès ses débuts, borné son horizon et desséché son œuvre. Pas de doctrine au départ, pas de thèses à chaque étape importante, et aujourd'hui, pas de synthèse « idéologique ». En feuilletant la collection, je constate, non sans quelque fierté, l'importance des documents publiés. A cet égard, la *R. P.* est unique, comme l'était la *V. O.* avant-guerre.

Cuisinier occasionnel et inexpérimenté, j'ai souvenir d'avoir été sérieusement secoué pour avoir donné un papier de Souvarine sur un manifeste d'une opposition communiste. J'aurais dû offrir d'abord le document nu, et laisser ensuite toute liberté au commentateur.

Mais, du « doctrinarisme » à l'observation impartiale et objective, subsiste une marge que nous n'avons pas franchie. La *R .P.* n'a pas observé le mouvement ouvrier. Elle l'a vécu. Elle ne pouvait donc tendre à la sérénité intellectuelle.

Ce sont des militants qui nous ont donné toutes nos « monographies de grève » et nos « impressions de congrès ». Seulement, le militant qui examine l'action d'hier et prépare celle de demain, s'il soumet sa liberté d'opinion aux nécessités de l'action, ne soumet pas son jugement aux consignes du partisan. Nos critiques furent fréquemment âpres, rudes à subir, sévères pour les hommes comme pour les organisations ; il y passait quelquefois comme un accent de désespoir. Nous n'avons jamais tremblé devant le fait, le sentiment, l'idée dont la relation ou l'expression fait chavirer le moral des lecteurs. Aucune revue ouvrière n'aurait osé publier des écrits aussi chargés de découragement et d'inquiétude, aussi impressionnants de pessimisme que la lettre de Vallet sur l'unité syndicale (publiée en 1925) et l'article de Simone Weil sur les perspectives du mouvement ouvrier (publié en août 1933).

« *Terrible, la lecture de la* R. P. », me disait un jour, notre ami Potsgate — dont le réalisme anglais se pare spontanément d'une philosophie cordiale à la Dickens — « *rien de bon à droite, tout mauvais à gauche, ...alors, que faire ?* »

Peut-être, devrions-nous, en effet, insister davantage sur les côtés positifs du mouvement ouvrier. Nous les avons signalés souvent, nous les signalons avec plus de tranquillité d'esprit, depuis que nous nous débarrassons des préoccupations tendancieuses qui nous ont quelquefois dominés. Mais même si notre revue se spécialisait dans la présentation du « revers de la médaille », du « mauvais côté des choses », elle n'en serait pas pessimiste et décourageante pour cela !

Je ne connais guère d'hommes plus solidement confiants que Louzon et Monatte. Celui-là n'a jamais conclu ses études sur les grands problèmes économiques et sociaux autrement que par un appel à l'action ouvrière. Celui-ci, qui a ramassé une si riche expérience des misères humaines, disait encore, à notre dîner des 10 ans, sa foi têtue en l'avenir du syndicalisme révolutionnaire. Ceux qui vivent d'illusions, qui s'entourent d'un monde nourri de leurs enthousiasmes, ne résistent guère aux chocs violents des réalités sociales et humaines. S'ils sont incorruptibles moralement, leur volonté défaille, ils s'écartent et s'isolent.

Les illusionnistes et les magiciens n'ont pas de place parmi nous, ne trouvent pas de clientèle parmi nos amis. Ceux-ci se détaillent impitoyablement les faiblesses des organisations, les tristesses des hommes, les multiples motifs d'humiliation et de découragement. Et ils repartent... pour le combat, certains de la volonté révolutionnaire qui est en eux !

On a souvent discuté la conclusion du grand poème de Marcel Martinet : « *la Nuit* ». Ce drame du prolétariat français semble mené jusqu'au bout par la fatalité de la défaite. Mais... au bout, il y a l'appel de la vieille grand'mère, si douloureusement meurtrie :

« Le jour se lève !... »

C'est derrière elle que les forts se groupent, non derrière les enchanteresses et les sirènes !

Notre conservatisme

Mais si « l'empirisme » est notre seule doctrine, c'est dans l'action menée par la *R. P.*, en face des grands problèmes ouvriers, que l'on peut le mieux discerner ses tendances fondamentales.

C'est de l'étude de cette action que j'ai été chargé par le noyau. Emporté par le flot d'idées que fait naître en moi l'anniversaire de la *R. P.*, je m'aperçois que je ne l'ai même pas abordée. On me permettra d'y revenir dans un prochain article. Au reste, le sujet ne manquera pas de quelque actualité piquante. Peut-être même, est-ce en examinant de plus près toute l'action de la *R. P.*, en groupant tout ce qu'elle a combattu que nous comprendrons mieux les excès de « planisme » d'aujourd'hui ?

Mais à propos de notre position fondamentale, il me reste un point à éclaircir.

On ne fait plus guère aujourd'hui le reproche à la *R. P.* d'être le refuge de tous les aigris chas-

sés du Parti communiste (d'abord parce que l'on ne nous a chassés, que... lorsque nous étions déjà sortis). Une aigreur qui dure dix ans ! — Aïe ! C'est une maladie de foie chronique. Et nous pouvions si facilement faire notre cure... dans des lieux où l'on n'aurait pas demandé mieux que de nous soigner (voyez comme le Parti socialiste a accepté, a mis sous globe certain ex-professeur de bolchévisation, aujourd'hui prophète d'un rassemblement « néo-socialiste », où l'on ne sait plus si le néo écrasera le socialiste ou si le socialiste ornera le néo). Mais on nous adresse un autre reproche, qui, à notre sens, n'est pas plus justifié. Je le trouve sous la plume de cette observatrice — avertie et intelligente du mouvement ouvrier, qu'est Suzanne Sailly — : « *la petite equipe de la* Révolution Prolétarienne *où se sont réfugiés tous ceux qui croient toujours efficaces et suffisantes l'idéologie et les méthodes du syndicalisme d'avant-guerre.* »

Hier nous étions des aigris. Aujourd'hui, nous sommes donc des conservateurs.

Que nous soyons fidèles à l'esprit du syndicalisme d'avant-guerre, c'est incontestable, et nous en sommes fiers ! Mais l'idéologie de celui-ci n'avait rien du dogme, et ses méthodes n'étaient pas fixées impérativement en un Coran éternel. Ainsi, le syndicalisme révolutionnaire aurait passé à travers les bourrasques de la guerre et de l'après-guerre, aurait vu la Révolution russe, les révolutions de l'Europe centrale, les soulèvements coloniaux, la Révolution espagnole, les triomphes fascistes, tout en demeurant immuable. Mais ce serait justement cette stagnation qui violerait le plus l'esprit de ce syndicalisme révolutionnaire d'avant-guerre, où la pensée suivait le mouvement, et ne prétendait pas le précéder. Justement, l'effort de la *Révolution Prolétarienne*, avec ses monographies vivantes, ses enquêtes impartiales et souvent contradictoires, tend à fournir au mouvement ouvrier les éléments indispensables à l'élaboration d'une stratégie et d'une tactique sûres. Les partis politiques, comme les bureaucraties syndicales, ont toujours placé leurs intérêts propres au-dessus des intérêts généraux de la classe ouvrière. Il ne s'agit pas pour ceux-ci comme pour celles-là, d'étudier les faiblesses d'une action, les insuffisances d'un succès ou les causes d'une défaite, pour enrichir l'expérience ouvrière. Chaque équipe veut tirer de tout événement le maximum de justification pour durer au détriment de l'équipe rivale.

La *Révolution prolétarienne* s'est donnée pour tâche, au contraire, de favoriser l'évolution des idées ouvrières. Elle y réussirait mieux, si elle ne se heurtait pas à un ostracisme presque général, si elle bénéficiait au moins de la tolérance accordée à la *Vie Ouvrière* d'avant-guerre. J'imagine que si l'effort de celle-ci avait pu se poursuivre, s'il n'y avait pas eu la brisure de la guerre et le désarroi de la scission, le mouvement syndicaliste français aurait sans doute évolué, ou tout au moins, continué son évolution, dans le sens déjà indiqué par ses derniers congrès d'avant-guerre, et se serait lentement débarrassé des maladies qui l'affaiblissaient encore.

Ce qui justifie peut-être l'affirmation de Suzanne Sailly, c'est que sur d'importants problèmes — *actuels !* — comme celui de la conquête du pouvoir, de la dictature du prolétariat, tout au moins de la forme qu'elle doit prendre, nous n'avons jamais ouvert de discussion — si ce n'est par quelques études de Louzon et de Loriot. Timidité de notre part ? Je ne crois pas. Nous avons touché à des questions beaucoup plus brûlantes. Seulement répugnance pour la haute stratégie en chambre. Répugnance qu'il nous faudra vaincre. Nous y songerons dans l'année qui vient, car il importe de ne pas laisser croire plus longtemps à une insuffisance du syndicalisme révolutionnaire, en ce domaine. C'est là-dessus que s'établit le seul argument valable des défenseurs de l'idée de Parti.

Notre titre

Mais j'y pense. J'ai parlé de notre revue, de sa fondation, je n'ai pas dit un mot pour justifier son titre et ses sous-titres.

Les sous-titres ? car elle en échangea en cours de route. De 1925 à 1929, elle fut *syndicaliste communiste*. Depuis 1929, elle est *syndicaliste révolutionnaire*. C'est qu'au début, elle s'affirma comme représentant le courant sain du communisme. Ce n'est que lorsque le terme même de communiste eût été déshonoré, après la déportation de Trotsky et de ses amis, qu'elle prît son sous-titre actuel, affirmant par là, sa foi renforcée en l'*indépendance du syndicalisme*.

Mais le titre ? Il ne m'emballait guère, au début. Je le trouvais lourd, peu séduisant, âpre à la gorge, difficile à citer. Je ne saurais dire, aujourd'hui, à quel point il répond à mes plus chères conceptions, comme il exprime mes plus hautes ambitions.

Il est une formule qui m'exaspère de jour en jour davantage : c'est celle de *prolétariat révolutionnaire*. Je trouve l'épithète ou inutile, ou offensante, ou dangereuse.

Inutile, si l'on entend comme nous que le prolétariat est naturellement révolutionnaire ou doit le devenir, s'il s'écoute lui-même.

Offensante, pour le prolétariat que l'on ne gratifie pas de l'éloge de cette épithète et qui n'est pas pour cela méprisable.

Dangereuse, car elle divise justement le prolétariat.

C'est le choix, qu'elle suppose, qui justement m'est pénible — car je connais ceux qui se le permettent, et je sais leurs prétentions.

Si le prolétariat, dans son ensemble, ne s'affirme pas révolutionnaire — ce qui ne veut pas dire qu'il ne l'est pas ! — c'est parce que des intellectuels révolutionnaires n'ont pas su gagner sa confiance ou ont su la perdre. Ce sont eux qui ont tort, et c'est lui qui a raison.

Au contraire, dans le titre : *la Révolution Prolétarienne*, l'épithète me paraît plus essentielle que le nom. Une révolution qui ne serait pas exclusivement prolétarienne, par ses mobiles, ses buts et ses hommes ne nous apparaîtrait que comme une nouvelle duperie. Je trouve tout un symbolisme puissant dans la succession des deux titres : de la *Vie Ouvrière* à la *Révolution Prolétarienne* ; celle-ci conclusion nécessaire de celle-là ; celle-là aboutissant fatalement à l'idée de celle-ci. Ainsi notre révolution n'est-elle pas autre chose qu'une action ouvrière, menée au-delà des arrangements provisoires, des trêves passagères !

Les intellectuels dont je parlais tout à l'heure, s'ils distinguent dans le prolétariat, une fraction révolutionnaire ayant leur faveur, dressent aussi de beaux plans de révolution, et invitent le prolétariat à les exécuter docilement.

Ils ne cesseront pas de se heurter à notre intransigeance opiniâtre, à nous, militants de la Révolution Prolétarienne, nous qui ne sommes pas révolutionnaires par effort intellectuel, par volonté ambitieuse, par goût sportif — mais tout simplement, tout platement parce que nous voulons assurer au prolétariat, à tout le prolétariat, le maximum de bien-être et de liberté !

Roger HAGNAUER.

UNE LETTRE D'ALGÉRIE

Les événements de Sétif

Nous recevons d'un camarade, vieux français d'Algérie, l'importante lettre qui suit, à propos des derniers événements de Sétif.

Alger, le 4 février.

Voici comment un journal nord-africain présente les incidents de Sétif. D'une part, un « correspondant particulier » dit que le flic Sirven reçut deux coups de « *couteau à cran d'arrêt* » au cou et un autre coup à la main gauche AVANT de « *sortir son revolver* » et « *d'abattre son adversaire* ». D'autre part une autre dépêche dit que Sirven fit usage de son revolver et qu'« ALORS » il fut « ENTRAINÉ, *frappé, blessé à coups* DE RASOIR »... Pas beaucoup d'analogie avec un couteau à cran d'arrêt ! Et cet agent « entouré » après avoir tué, ça paraît autre chose qu'une malheureuse victime « sortant son revolver » en péril de mort.

Les flics assassins

Pour qui connaît les flics d'Algérie, leur âme de criminels, non seulement inconscients mais systématiques, le sentiment d'honneur qu'ils éprouvent à tuer l'indigène comme un chacal, les choses sont tout à fait claires... Ce ne sont pas seulement les assassinats, on peut dire quotidiens, dans les postes de police (1) — assassinats d'autant plus dégoûtants qu'ils sont pratiqués par assommade sur des sujets ligotés (voir l'affaire Jalabert dont la *R. P.* a rendu compte). Ce ne sont pas seulement des révolvérisades nocturnes sur de prétendus agresseurs en fuite — comme celle qui transperça une brave ménagère qui prenait le frais sur son balcon, à Alger, rue de la Marine — mais j'ai vu, de mes yeux, ceci : à 10 heures du matin, un marchand ambulant de légumes indigène, sans doute pas en règle au point de vue patente, poursuivi par un flic, détale à toute vitesse la rue Hoche, rue bourgeoise d'Alger. Tenant toujours sa corbeille, il prend la première rue à gauche, celle qui passe devant l'église Saint-Charles, et détale toujours. Le flic le suit et se voyant distancé sort son revolver et tire, tire sur le fuyard, en plein axe de la rue, malgré qu'une foule de gens sortent au même moment de l'église... Ayant vu cela, et tant d'autres choses, je suis fixé sur la mentalité d'assassins des flics d'Algérie. S'ils sont capables, en plein jour, en un accès de rage, pour un simple droit fiscal, de non seulement viser un indigène, mais de mettre en danger vingt chrétiens, avec quelle désinvolture n'ont-ils pas dû abattre au bordel, leur domaine, un tirailleur un peu ivre ?

Le fait nouveau

La réaction qui a suivi ?... Mais on savait de tous temps que le jour où les indigènes ne se contenteraient plus d'être piétinés, leurs premiers coups seraient pour leurs tourmenteurs les plus directs : la police. Comme les prolétaires de tous les pays du monde d'ailleurs.

Maintenant, comment les indigènes en sont-ils à ne plus se contenter d'être victimes ? Car c'est là le fait nouveau. Le fait, évidemment, paraît incontestable. Il y a quelque chose de changé en Algérie. Un numéro assez récent de la *Voix indigène* écrivait que psychologiquement l'état était tel entre colons européens et indigènes qu'un rien pouvait déclancher les hostilités. (Les incidents actuels ne contredisent pas cette constatation). Comment cela se fait-il ? Je n'en sais rien. La misère, évidemment. La « crise » est une terrible expropriatrice. Tandis qu'on fait toutes sortes de « moratoires » aux colons, des indigènes arrivent à ne plus avoir rien à eux.

D'autre part, l'existence d'une élite intellectuelle indigène. Il y a longtemps qu'on en parle. Mais la chose est un phénomène tout récent, un phénomène qui date depuis deux ou trois ans à peine. C'est depuis lors qu'il y a des Ferhat Abbas, des Bendjelloul, des Zenati, que sais-je encore, toute une pléïade d'indigènes instruits, très européanisés, courageux et combattifs. Ils ont formé la *Fédération des élus musulmans*, donné leur démission à un millier, à la suite de l'affront Chautemps, se sont fait réélire *triomphalement*, font preuve d'un cran et surtout d'un dynamisme tout à fait étonnant pour nous, vieux algériens, et, enfin, éditent à Constantine un bihebdomadaire remarquable, *La Voix Indigène*. Je dis *remarquable*, car quand on a connu les journaux indigènes de langue française existant auparavant...! Au point de vue ton, combativité, volonté, clarté et par conséquent style, cette *Voix Indigène* est tout à fait au-dessus de ce que j'ai jamais connu comme canards indigènes. Très au-dessus aussi, semble-t-il, au point de vue rayonnement. Car ce n'est pas seulement un journal, c'est l'organe d'un vaste groupe en qui l'on a confiance.

Ainsi, l'on se trouve en cette situation paradoxale pour un vieux comme moi, que des trois pays nord-africains, c'est, tout d'un coup, l'Algérie qui paraît être en tête. Le pays le plus écrasé, le plus noyé dans le sang (1830-1871-1917), se réveillerait le premier ! J'avoue que c'est étrange... Mais bien qu'on aurait tort, vraisemblablement, de prendre des apparences pour des réalités, les apparences sont telles.

Pourquoi c'est « grave »

On me dira peut-être : « Mais que vous occupez-vous de ces querelles de bordel ? »... Pas seulement querelle de bordel ! Je crois que la presse infecte a raison, pour une fois, de dire que c'est « grave »... Pas seulement parce que d'une manière générale, nous, tous les gens de tous les pays, à la veille de vingt ans de massacres, de massacres carabinés, à la suite de quoi les gens connaîtront une dictature terrible, sans savoir si elle est de « droite » ou de « gauche », car la signification de ces vocables sera oubliée depuis longtemps, et nous ne serons plus là pour la leur ânonner.

Non, en dehors de ces considérations générales, je trouve les incidents bordeliers de Sétif des indices « graves », algériennement graves. Car je connais mon Algérie. Je sais quelle panique et quelle rage de sang emportent européens et israélites à certains moments de l'histoire. Je sais comme en 71 et en 1917 « ça » a commencé exactement là, dans le département de Constantine. Je sais comme en 71 l'« insurrection » revêtit au début la couleur antisémite — et comment tout ça s'est terminé par un fleuve de sang, le massacre de toute une génération, des siècles de bagne, et des expropriations sans nombre... Il est tout à fait certain que devant la montée de la jeune génération *Voix Indigène*, il y a des impérialistes qui se disent : « *Il y a trop longtemps que nous n'avons pas massacré de génération ! L'arbre s'épanouit, il y a trop longtemps que nous ne l'avons pas taillé !* »

Il est tout à fait certain aussi que l'abominable danger sanglant que je vois, les gens de la *Voix Indigène* le voient aussi. De là leur attitude volontairement TRÈS PRUDENTE. Mais suffit-il d'être prudent devant un bourreau qui ne cherche que le prétexte pour vous abattre sa hache sur le cou ?

On a soutenu avec vraisemblance que Thiers, en 71, n'était sorti de Paris que pour mieux noyer le prolétariat dans le sang. Sachons qu'en 1935 il y a en Algérie des impérialistes qui ne cherchent que l'occasion de noyer dans le sang une population indigène qu'ils ne jugent plus assez écrasée. Les laisserons-nous faire ?

TOUBIB.

---

(1) A ce propos, il en est arrivé dernièrement une raide à quatre flics d'Alger : ils assomment un espagnol ; zut ! après constatations, le macchabée engeôlé se révèle être un membre important d'une délégation sportive internationale... Et voilà nos quatre flics, qui croyaient n'avoir fait que leur devoir de flic algérien, en proie à toutes sortes d'emmerdements qui allèrent jusqu'à la comparution en Cour d'assises !... où ils furent acquittés, je crois. Mais c'est raide pour un flic algérien !

UNE EXPÉRIENCE RÉGIONALE

La Fédération Communiste Indépendante de l'Est

Des camarades désireux de ne se prononcer qu'en tout état de cause sur ses diverses manifestations, ne veulent laisser inexploré aucun des plus petits recoins de l'Histoire ouvrière. Ils vont jusqu'à penser que celle de la Fédération communiste indépendante de l'Est et de son journal *le Travailleur*, s'impose. J'ai eu le privilège — je n'en tire aucune vanité, qu'on en soit bien persuadé ! — souvent discuté, d'être le secrétaire de rédaction dudit *Travailleur*. Je ne sais pas si l'expérience qu'à quelques-uns nous avons tentée, mérite qu'on s'y arrête et je ne sais pas plus s'il est possible, maintenant déjà, de le faire en toute sérénité et en toute impartialité : le souvenir en est frais, c'est certain, mais l'Histoire comme la peinture a besoin qu'on se recule pour la bien voir... Quoi qu'il en soit, jusqu'ici, j'avais toujours remis à plus tard un examen rétrospectif des faits et la publication des leçons qui me semblent s'en dégager. Déférant au désir de quelques camarades, je mets, dès l'abord, en garde les lecteurs contre moi-même qui suis juge et partie et qui, peut-être ne pourrai pas toujours exclure de cette modeste relation, une certaine amertume...

Aussi bien, je me bornerai seulement à fixer quelques idées.

Aujourd'hui, la Fédération communiste indépendante de l'Est et *le Travailleur* sont morts dans les faits et dans les esprits. Ils n'ont d'ailleurs, l'une et l'autre, jamais existé qu'en titre. Un peu partout en France et à l'étranger, il s'est trouvé quelqu'un, un néophyte inexpérimenté ou un révolutionnaire endurci, un ouvrier ou un fonctionnaire, un désabusé, un ambitieux ou un original, pour prendre la chose au sérieux. Ici personne : quelques curieux amusés et les naïfs que nous étions. Les ouvriers de Belfort, de Montbéliard, de Besançon qui l'ont, dans leur grande majorité, totalement ignorée, n'ont pas eu grand'peine à en perdre jusqu'au souvenir... Ailleurs, on peut croire à un événement : sur les lieux, aucun doute n'est possible. Comme quoi, il est toujours vrai que nul n'est prophète dans son pays et qu'on prend facilement pour de l'or ce qui brille à distance.

La Fédération communiste indépendante de l'Est et *le Travailleur ?* — Une galéjade...

Le petit côté de l'Histoire.

Les origines

La Fédération communiste indépendante de l'Est est sortie de la crise du P. C. et de l'I. C. Elle ne fut d'ailleurs qu'une simple manifestation de cette crise, sur le plan régional.

Il ne me paraît pas indispensable de renchérir, ici, sur des critiques que, depuis 1923, cent camarades et non des moindres, ont formulées avant moi et sans doute mieux que je ne le pourrais faire. Tout un chacun sait que, dans l'Internationale communiste, de Staline à la plus virtuelle, à la plus lamentable des cellules, c'est un peu comme sous les tropiques : la lumière vient toujours d'en haut et de haut. Il n'y a pas d'Internationale communiste, il n'y a pas de partis communistes : il y a Staline qui est un chef de gouvernement et qui dispose d'agents de sa politique extérieure dans toutes les parties du monde. Tout comme n'importe quel chef de gouvernement. Avec, cependant, sur tous les autres, cette supériorité : tandis que les agents de l'Angleterre — j'entends ses agents officieux — dans les autres pays, par exemple, ne sont, en général, choisis que dans la bourgeoisie et ne peuvent agir sur la politique des nations auxquelles ils sont affectés, que par des moyens détournés, ceux de Staline sont pris dans toutes les classes, mélangés à leur vie propre, triés sur place et, par le fait même qu'ils sont autochtones, ont accès dans les rouages des diverses institutions sur lesquelles ils ont charge d'influer. En France, Staline possède quelqu'un pour parler au Président de la République, quelqu'un pour parler à Schneider ou au Comité des Forges, quelqu'un pour parler au peuple, à la fois aux gouvernants et aux gouvernés, aux exploiteurs et aux exploités : l'ambassade, la légation commerciale, le P.C. et la C.G.T.U. sont, dans des rayons respectifs d'action qui se délimitent par eux-mêmes, chargés de remplir parallèlement cet office. Tandis que l'Angleterre, citée en exemple plus haut, n'a, chez nous que deux formes de propagande, son ambassade et quelques agents officieux, lesquels peuvent tout juste, de temps à autre, acheter un député par le truchement d'une force financière quelconque, le gouvernement des Soviets en a trois qui siègent en permanence et sont, à tout instant, à même d'intervenir directement et au grand jour dans toutes les formes de l'activité sociale. Autrefois, j'ai admiré Staline, en communiste sincère : la foi seule, la foi qui est toujours aveugle, est mon excuse. Aujourd'hui, quand je le vois représenté comme chef de la Révolution mondiale, je ne puis m'empêcher de penser qu'il est surtout un merveilleux diplomate, un merveilleux organisateur de la propagande du nationalisme russe à l'étranger. J'ajoute que je ne serais pas surpris si, dans une cinquantaine d'années, on lui élevait, à ce titre, une statue sur la Place rouge à Moscou. Je n'en dirai pas plus : depuis « Les problèmes de la Révolution prolétarienne » du père Loriot, et son article « la faillite de l'Internationale communiste », publiés ici même, on ne peut plus rien dire qui soit original sur le sujet.

De ce qui précède, néanmoins, il découle tout naturellement que, si le gouvernement des Soviets a besoin de P. C. qui soient des instruments de sa politique extérieure, il n'est pas absolument indispensable que ces partis répondent à nos conceptions occidentales du Parti — cinquante années de République nous ont donné pas mal d'illu-

sions démocratiques, dirait un quelconque Gitton — ni qu'ils groupent des masses. La masse est toujours un poids lourd à traîner, le nombre prête à d'interminables discussions, à d'inimaginables atermoiements. La masse c'est la gangue d'où peut sortir la Révolution, mais dont la politique extérieure d'un gouvernement étranger peut se servir autrement et peut-être plus fructueusement qu'en l'organisant avec méthode. Quelques centaines d'agitateurs habilement répartis sur le territoire d'une nation et y cristallisant une opinion à coups de roubles suffisaient aux desseins de Staline. Et c'est ce qui explique qu'il a délibérément sacrifié tous les P.C. du monde au profit d'un cheptel de propagandistes entièrement, corps et âme, dévoués à ses ordres et n'ayant d'autre loi que le *Perinde ac cadaver* de l'ancêtre Loyola. Le nationalisme russe a peut-être trouvé son compte dans cette opération, mais, en Allemagne, deux fois déjà, le prolétariat qui la paie en France de sa misère, l'a payée de son sang...

Ainsi donc, Staline n'a jamais reculé devant les décisions susceptibles de vider le parti et d'en faire une secte : au contraire, pour des raisons qui ne sont pas accessibles qu'aux intelligences privilégiées, il les a probablement recherchées, minutieusement préparées et appliquées. Chef de gouvernement, il était obligé de penser et d'agir en chef de gouvernement. Il a eu et il a encore *sa* politique qu'il a pratiquée, qu'il pratique, qu'il a imposée et qu'il impose toujours au plus grand nombre possible de gens. Placé à la tête de 1/6 du globe dans des circonstances particulières, il avait à faire cadrer la vie sur cette immense étendue de territoire avec la vie dans le reste du monde capitaliste, puisque, repoussant la thèse de la Révolution permanente, il renonçait à plier les autres pays au système russe. Il avait à utiliser des influences diverses, à les discipliner et non à leur obéir. Du moins, il l'a pensé. Il lui fallait des agents aveugles ne connaissant qu'une volonté, la sienne. Le meilleur moyen était de les soustraire le plus possible à l'influence des masses qu'ils pouvaient entraîner derrière eux. Au fond, c'est cela que le marxisme lui a enseigné, c'est cela qu'il en a retenu et je ne vois pas d'autre raison à la transformation des Fédérations et sections communistes en rayons et en cellules. Créer la mystique du chef, avoir les coudées franches, tel était son but. Il n'y a pas à lui en vouloir pour cela : son rôle était de nous abuser, le nôtre de ne pas nous laisser abuser et de voir plus tôt qu'il fallait une certaine dose de courage pour appeler cette politique, du communisme appliqué.

Toujours est-il qu'à partir de cette transformation en cellules, rendant impossible toute démocratie interne sous le couvert du centralisme démocratique, l'atmosphère du parti est devenue irrespirable. On s'est mis à le fuir. Une mentalité de garde-chiourme s'y est installée. L'obéissance passive y a remplacé la discipline consentie, les automates, les fanatiques ont remplacé les hommes, les militants conscients. L'organisation qui comptait plus de 100.000 membres au lendemain de Tours, n'en possédait peut-être pas 5.000, en 1932. Une passoire. On avait appris à y raisonner en fonction de l'U.R.S.S. Paris prenait à Moscou des directives qu'en dernière main, nous avions charge d'imposer à des cellules imaginaires. Tandis que le patronat de l'Alsthom et du D.M.C. réduisait progressivement au servage une dizaine de milliers d'ouvriers, il fallait se perdre en conjectures sur le sort des non moins imaginaires soviets chinois — les intérêts du nationalisme russe étaient menacés en Chine ! — collecter des fonds pour la défense de l'U.R.S.S., coller des affiches sur le même thème, emplir le journal régional de considérations sur la Patrie des travailleurs, bref, délaisser tout ce qui se passait ici et nous intéressait directement au profit de ce qui se passait là-bas ou était réputé s'y passer. Il ne nous venait même pas à l'idée de réfléchir ou de mettre en doute la moindre des notions sur le régime russe, qui nous était présentée, cela va de soi, comme une vérité révélée et que, sans efforts, nous admettions telle. Et il fallait nous entendre, tout en nous livrant à cet exercice, répéter sur tous les tons que « l'ennemi est dans notre propre pays ! »... Je me demande, au fait, pourquoi j'insiste sur des circonstances que toutes les régions de France ont connues. J'aurais tout aussi bien pu me borner à indiquer qu'à ce jour, nous étions brillamment arrivés en 1932, au chiffre singulièrement éloquent de 150 à 200 encellulés pour les quatre départements du Doubs, du Jura, de la Haute-Saône et du Territoire de Belfort. Je dis « nous » parce que je suis de ceux — hélas ! — qui, n'ayant jamais voulu démissionner — je me demande aussi pourquoi, bon sang ! — ont résisté la mort dans l'âme, ayant foi en des jours meilleurs, même aux fantaisies de la 3e période !...

Le premier départ important dans la région a été, après le désastre de la transformation en cellules, celui de Hérard et de Ducret en 1927-28, sur la question russe, la tactique classe contre classe, la radicalisation des masses, etc... Personnellement, au début, j'ai cru à toutes ces fadaises, mais, dans la suite, le tournant syndical de 1929, son application dans l'enseignement, le rôle dirigeant, le commencement de la bolchevisation dans l'Est,m'avaient profondément ébranlé.

En 1929, on a voulu bolchéviser la Fraternelle de Valentigney. J'étais secrétaire du Rayon de Belfort, le plus important de la région avec celui de Besançon que Ducret et Hérard venaient de quitter. En 1930, Renard, qui assumait la responsabilité de la Fraternelle de Valentigney, quittait le Parti pour lui éviter le désastre que toutes les coopératives inféodées au P.C. avaient connu. Les procédés employés contre lui m'avaient paru si répugnants que j'avais engagé le fer avec la Direction du Parti. J'essayai vainement de retenir Renard jusqu'au moment où j'aurais réussi à créer la psychose nécessaire à un départ d'ensemble dans le Rayon de Belfort. En 1932, après m'être battu contre la politique de plus en plus idiote du centre, dans diverses fractions et sous-fractions, je me fis volontairement exclure sur la question du front unique. En style officiel, j'avais contribué à « acoquiner le rayon avec les chefs socialistes » dans un front unique loyal réalisé en faveur d'un pauvre bougre qu'on avait, par mesure de représailles, envoyé faire son service militaire dans une section spéciale : tout le monde sait que c'est seulement trois mois après qu'on eut le droit de réaliser semblables opérations sans forligner...

Et voilà. Nous nous retrouvâmes, Hérard, Ducret à Besançon, Renard dans le pays de Montbéliard, moi-même à Belfort, tous ensemble en dehors du Parti, en 1932. Renard-Ducret-Hérard avaient jeté les bases d'une Fédération communiste indépendante du Doubs, à la faveur des élections législatives. Ils avaient publié deux nos d'un petit journal mensuel, *Le Travailleur*. La Fédération communiste indépendante du Doubs devint la Fédération communiste indépendante de l'Est et *le Travailleur* son organe hebdomadaire par l'adjonction de Belfort.

Le Travailleur fut une réalité, mais la fédération resta un mythe.

On va en juger.

Les premiers pas

On ne prend pas comme cela, de but en blanc et d'un seul coup, le contre-pied de l'Histoire. Chaque période historique a ses caractéristiques matérielles et morales particulières. Le capitalisme porte en lui l'annonce des temps nouveaux, les germes de la société communiste. La Révolution russe est le fruit de la guerre, le système russe correspond au degré d'évolution du capitalisme pris dans son ensemble, considéré à l'échelle mondiale. Staline correspond à la Russie contemporaine, aux circonstances dans lesquelles elle se trouve, aux difficultés qu'elle doit surmonter dans un cadre qui, malgré tout, n'a rien de commun avec le régime qu'elle s'est donné. L'Internationale communiste telle qu'elle est conçue, telle qu'elle fonctionne correspond à Staline et aux besoins de *sa* politique. Les P. C. sont fruits de rapports sociaux donnés. Il n'en fut pas de même de la Fédération communiste indépendante de l'Est, laquelle ne correspondait à rien du tout, ni localement, ni régionalement, ni sur aucun autre plan. Aucune forme de la vie sociale, aucun courant ne la sollicitait. Nous croyions, grâce à notre ténacité, grâce à notre volonté, en faire surgir les éléments de toutes pièces. Les grandes idées, les idées-forces ont parfois à souffrir d'aussi petites interprétations des faits... Nous avons été à la mesure de notre époque, ayons le courage de le reconnaître.

Au début, cependant, les quelques assoiffés de vérité que nous étions, trouvèrent une certaine complicité dans l'enchevêtrement des choses. Nous fûmes, en effet, admirablement servis dans nos desseins par les élections législatives de 1932. Les circonstances dans lesquelles nous nous fîmes exclure, à Belfort, portaient en elles tout l'avenir du mouvement que nous allions tenter de créer. En 1929, au moment des grèves, on nous avait envoyé de Paris un permanent avec mission de bolcheviser la région. Il était secrétaire de l'Union régionale et, quand vinrent les élections législatives de 1932, il voulut à tout prix être candidat. Le rayon de Belfort, auquel il avait rendu des services, le désigna, mais à Paris, on ne l'agréa pas sous prétexte qu'il avait laissé se former le fameux comité de front unique avec les chefs socialistes. Le prétexte était tout trouvé. En ce temps-là, il était plus facile d'entraîner les membres du Parti derrière des hommes que derrière des idées. J'obtins facilement du Rayon de Belfort qui comptait, alors, 125 membres, qu'il ne revint pas sur sa décision, qu'il annonçât officiellement la candidature dudit permanent et qu'il commençât la campagne. Nous passions outre à un ordre du sommet. Conséquence : un beau matin, sans crier gare, le 9 avril, l'*Humanité* annonça, dans le vocabulaire de l'époque, l'exclusion du candidat et la mienne. Une résolution de près de deux colonnes nous affublait l'un et l'autre des qualificatifs les plus injurieux. La surprise et l'indignation furent générales ici. La commission exécutive régionale du Parti, qui comprenait 30 membres était avec nous par 28 voix contre 1 et 1 abstention. Le rayon nous fit confiance par près de 100 voix contre 3. Le lendemain de notre exclusion, on envoya sur les lieux Gourdeaux pour nous relever des postes que nous occupions respectivement: j'étais, en même temps que secrétaire du rayon, secrétaire de rédaction du journal régional dont le secrétaire de l'U.R. était administrateur-gerant. Nous refusâmes de nous laisser faire et de passer les pouvoirs autrement que sur une décision de l'organisme qui nous avait investis et devant lequel d'abord et avant tout, nous étions responsables. Nous continuâmes de faire paraître le journal donc, mais, sous la couleur du communisme indépendant. Il parut deux mois encore...

Nous avions remarqué que les élections législatives avaient produit une situation analogue à la nôtre dans quarante trois départements. Notre premier soin fut donc d'essayer de nouer des relations avec ces 43 dissidences. Nous visions de nous improviser centre de ralliement et nous avions même lancé l'idée d'un Parti communiste unifié. Hélas !... Ce qui vient par le tambour s'en va par la trompette : les élections législatives passées, les différents courants d'opposition qu'elles avaient créés s'évanouirent. Par ailleurs, des pourparlers engagés avec la ligue trotskyste n'aboutirent qu'à une polémique aigre-douce. A Belfort même, nous fîmes long feu. Les sympathies qui nous avaient accueillis ne dépassaient pas la mesure d'un engouement électoral. Bientôt nous fûmes seuls, à quelques camarades, mais avec les éléments d'un journal hebdomadaire. Le 29 mai, dans une conférence commune du rayon de Belfort et de la Fédération communiste indépendante du Doubs dont il est parlé plus haut, nous jetions les bases d'un accord. Notre tâche unificatrice des forces communistes en resta là. Le 18 juin, paraissait le n° 3 du *Travailleur*, le premier du journal commun. Il portait en sous-titre : « organe de la Fédération communiste indépendante de l'Est » et rêvait toujours de formations analogues prenant corps dans toute la France, d'un redressement possible du P.C., de la fin de cette époque trouble de scissions, de luttes intestines, de la reconstruction, plus tard, du mouvement révolutionnaire par le Parti communiste unifié, lequel serait un peu la réplique du Parti socialiste unifié de 1905.

En août qui suivit, ourson mal léché, sans politique bien définie, il fut présenté au congrès — aux congressistes, plutôt — de la F. U. de l'enseignement, à Bordeaux où il recueillit une soixantaine d'abonnés. L'année suivante, au congrès de Reims, il vivait encore : il y retrouva, un peu accrues, ses sympathies de l'année précédente.

Le 28 avril 1934, cependant, il rendait l'âme.

Toute une histoire.

La grande erreur

Il n'y avait pas de place au soleil pour la Fédération communiste indépendante de l'Est : il pouvait y en avoir une pour *le Travailleur*. Le tout était de bien s'y prendre.

La région de l'Est est bien particulière. Belfort, Besançon, la vallée de Montbéliard sont des centres industriels populeux. Mais, les industries qu'on y rencontre, si elles ont une importance nationale, n'en font pas pour autant corps avec le pays où elles ne se sont fixées, acclimatées que comme à regret, qu'au lendemain de la guerre de 1870. Le pays, par sa topographie, est un lieu de passage. Les raisons qui ont pu déterminer l'usinier alsacien à s'y arrêter, ne pouvaient pas jouer pour l'ouvrier dans le même sens, — au contraire. L'industriel trouva, dans la proximité de la frontière politique, en même temps que la facilité des échanges, l'occasion de faire consolider sa situation, sa puissance, par les pouvoirs constitués, lesquels, en l'appuyant, firent, du même coup, la faiblesse de l'ouvrier. L'Est est peut-être le coin de France où le capitalisme est le plus arrogant, où le prolétariat est le plus exploité. Conséquence, l'homme passe, les idées avec et il est très difficile à des courants sociaux de se dessiner

dans une population aussi mouvante, aussi hétérogène. Certes, il y a eu en 1899-1900, en 1910-11, en 1919-20, en 1929-30, des grèves importantes : mais il y en avait partout ! Les lames de fond nationales y sont venues mourir toutes ou presque : aucune n'y a pris naissance comme en Saône-et-Loire, à Saint-Etienne, à Lille, dans le Bassin de Briey, etc... où le mouvement révolutionnaire est enraciné dans le sol par le fer et le charbon. Sous cet angle, il était puéril d'espérer ici le mouvement de masse indispensable à la prospérité d'une Fédération communiste indépendante. Il l'était plus encore de croire que le coin serait la terre d'élection, le point de départ d'un assainissement du mouvement ouvrier ou d'un nouveau parti. Effectivement, la Fédération communiste indépendante de l'Est n'eut jamais de troupes, sauf à Valentigney où les employés de la Fraternelle y adhéraient par politesse, pour faire plaisir à Renard qui leur fournissait du travail, mais sans conviction : cent cartes éditées en 1932 n'étaient pas épuisées en 1934, après que chaque membre eut renouvelé deux fois la sienne.

Mais il pouvait en être autrement du journal. Je m'explique. Un journal, c'est, avant tout, une affaire commerciale. Le problème à résoudre est celui-ci : étant donné que chaque n° revient à une somme de ..., trouver, chaque semaine, cette somme. Dans une Fédération communiste indépendante, il ne pouvait entrer que des communistes indépendants, mais, dans les caisses d'un journal de même opinion, il pouvait tomber de l'argent d'une tout autre couleur politique. Le journal est une marchandise qui se vendrait toujours à perte si, à ses deux ressources naturelles, vente au numéro et abonnements, ne venait s'en ajouter une troisième qui est de beaucoup la plus importante, je veux dire la publicité. Au temps de Théophraste Renaudot et même de Camille Desmoulins, les deux premières pouvaient peut-être suffire, mais, depuis Emile de Girardin, la troisième qui correspond bien à notre époque, est indispensable. La presse bourgeoise le sait, dont c'est la vache à lait : la presse ouvrière, en général, est faible ou meurt à force de la trop méconnaître et de croire que les listes de souscriptions la peuvent avantageusement remplacer.

Secrétaire de rédaction et, tout à la fois, administrateur du *Travailleur*, je m'essayai à en faire une affaire commerciale. Dans mon esprit cette formule ne devait s'appliquer qu'aux débuts. Je me rendais bien compte qu'il nous serait impossible ou très difficile de trouver dans la région un nombre suffisant d'abonnés et de lecteurs au numéro. Mais j'espérais tout de même qu'un jour viendrait où, dans toute la France, nous aurions un nombre d'abonnés susceptible de couvrir, presque à lui seul, les frais d'impression et d'administration, lesquels, il faut le dire, étaient, pour des raisons d'un ordre exceptionnel, très faibles. En attendant cet heureux jour, il fallait vivre sur la publicité.

Mais, pour trouver ces abonnés que nous limitions à l'élite militante de la classe ouvrière, il fallait une ligne politique très souple. Au lieu de parler seulement pour une partie bien définie du public communiste, syndicaliste ou même seulement révolutionnaire, il fallait nous adresser à *tout* ce public. Hérard est peut-être de nous tous celui qui avait le mieux compris cette nécessité lorsque, au moment où Souvarine nous écrivit sa première lettre dans le but d'entrer en relations avec nous, il lui répondait en date du 13 août 1932 :

« *Tout d'abord, nous te remercions de l'intérêt que tu portes à notre journal. Intérêt qui ne va pas sans indulgence : nous* commençons. *Et avec des moyens très faibles. Nous sommes une équipe de copains pleins de bonne volonté, lancés dans une recherche passionnée (le mot n'est pas trop fort) des moyens d'en sortir, animés du désir de travailler par eux-mêmes et de tirer les leçons de plusieurs années de militantisme. Notre mouvement présente évidemment un caractère d'empirisme indéniable et même de prosaïsme. Nous suscitons la dédaigneuse condescendance de* la Vérité *parce que nous n'avons, paraît-il, pas de « ligne ». Enfin, notre journal est obligé d'avoir de la chronique locale dont l'intérêt n'est pas puissant, mais qui est indispensable si nous voulons avoir des lecteurs. Cette locale, combinée avec le souci de parler des grands événements d'actualité et avec celui de traiter un peu de doctrine, donne un produit bâtard : ce n'est pas une feuille de sous-préfecture, ce n'est pas une revue, ce n'est pas un journal, c'est un peu tout cela. Il faut en incriminer la dureté des temps plus que notre savoir-faire* .....
..... (1)

» *Sur ton offre précise de collaboration, je ne puis te donner que l'avis de Ducret et le mien. Le voici. Nous sommes prêts à accepter ta collaboration malgré les inconvénients que nous vaudra ton nom. Il y a, tu ne l'ignores pas, nombre de préventions à ton endroit ; je les crois de plus en plus injustifiées, mais enfin, elles existent. Cela ne me retient pas personnellement : tu peux apporter quelque chose d'intéressant et cela suffit. Nous pensons que nos camarades acquiesceront à la réponse suivante : nous publierons des articles de ton groupe. Si la pensée exprimée est en désaccord avec la nôtre, nous les coiffons d'un « Tribune libre » et nous répondons. Il conviendrait également que ces articles soient courts et facilement accessibles à notre public, composé d'ouvriers dont l'éducation est relativement faible. Il va de soi que nous n'accepterons jamais que* le Travailleur *devienne l'organe de ton groupe. Il va de soi, également, que ta collaboration n'est exclusive de celle d'aucun autre groupe d'opposition (c'est ainsi que nous ouvrirons aussi nos colonnes à Naville, à Collinet et à Louzon, etc.)*

» *Si, à ces conditions, tu acceptes de travailler avec nous, nous serons heureux de recevoir tes cent abonnements ainsi que la vente au n° que tu fais prévoir. Veuille donc me renseigner le plus tôt possible sur ton attitude, pour que je puisse faire à mes camarades des propositions précises. Je les informe, dès aujourd'hui de cette prise de contact.* »

Renard et Carrez confirmèrent leur accord. J'en fis autant.

La réponse de Souvarine me parvint, à moi, avec prière de faire circuler. Je ne l'ai plus. Si je ne m'abuse, Ducret qui l'a eue en dernière main, doit la détenir. Mais je suis certainement en dessous de la vérité en affirmant qu'elle était d'un sectarisme déconcertant.

Ducret était un vieil ami de Souvarine ; il avait une très grande confiance en lui. Malgré sa réponse, nous l'invitâmes à notre premier et seul congrès qui eut lieu à Valentigney le 20 novembre 1932. Nous ne le connaissions pas, mais il fit bonne impression sur nous. Entraînés par Ducret, nous acceptâmes ses conditions ; l'accord fut scellé entre la Fédération communiste indépendante de l'Est et l'organisation de Souvarine, qui s'appelait le Cercle communiste démocratique.

Ce fut la mort.

(1) Les passages supprimés traitent d'autres questions.

La rançon

En août 1932, *Le Travailleur* avait environ 800 abonnés et 1200 lecteurs au numéro dans les quatre départements. Il tirait à 3.000 exemplaires. Mais ces chiffres n'avaient aucune valeur indicative.

J'ai dit qu'à Belfort, au moment de notre exclusion, nous avions répondu à un coup de force par un autre coup de force et gardé le journal du Parti. Nous n'espérions pas garder la totalité de sa clientèle, mais nous pensions tout de même qu'il nous en resterait une grande partie. *Le Semeur* — le journal du Parti — avait, dans son plein épanouissement, 843 abonnés, 3.000 lecteurs au numéro et tirait à 5.700 exemplaires. D'avril à juin, nous avions sensiblement maintenu le nombre des abonnés, mais celui des lecteurs au numéro avait baissé des deux tiers. Défaut d'organisation — nous ne vendions plus à la criée depuis notre exclusion — surtout. Quoi qu'il en soit, cette clientèle, en fusionnant avec la Fédération communiste indépendante du Doubs, nous l'apportions à son organe *Le Travailleur* qui n'avait, lui, guère plus d'une centaine de lecteurs, abonnés compris, et qui était voué à une mort certaine sinon au troisième, du moins au quatrième numéro. En août, elle semblait s'être stabilisée avec les chiffres que j'indique plus haut. En novembre, elle était encore sur ces chiffres : pour être précis, il faut dire que 150 abonnés du départ nous avaient quittés et avaient été remplacés par 150 autres. A partir de l'adjonction du Cercle communiste démocratique, il n'en fut plus de même. Souvarine avait promis cent abonnements : il n'en apporta que 50, lesquels, dans la proportion de moitié ne renouvelèrent pas à expiration et... les autres se mirent à fuir ! Rapidement la vente dans la région devint quasi nulle et le nombre des abonnés tomba. En avril 1934, au moment où il rendit l'âme, *Le Travailleur* tirait à 1.500 exemplaires : il avait 486 abonnés et 100 lecteurs au numéro.

Que s'était-il passé ?

Tout simplement, il était devenu, en fait, le journal de Souvarine.

Je ne connais pas Souvarine, mais je sais de lui deux choses : d'abord, il est absolument impossible de travailler avec lui, pour des raisons qui relèvent de son tempérament et, ensuite, les préventions redoutées par Hérard font, de son nom, un véritable boulet à traîner. Cela, je l'ai observé par moi-même. Ses qualités intellectuelles sont indéniables, son érudition autant, son talent d'écrivain, plus encore, mais les faits sont là et j'ai, dans mes papiers, une quantité industrielle de lettres venues de partout qui en témoignent. A mon sens, pour ramener les choses à leur juste proportion, ce petit homme peut mériter une partie de la défiance manifestée à son endroit, mais il est surtout un grand maladroit. J'ai toujours eu dans l'idée qu'il voulait se refaire une virginité à l'aide du *Travailleur* et que son but était d'abord de l'avoir bien en mains. Ce qui, aujourd'hui encore me confirme dans mon opinion, c'est que, l'accord à peine scellé, il partit en guerre contre le secrétaire de rédaction lequel n'était pas à hauteur de sa tâche, étouffait la pensée du Cercle, la dénaturait, laissait passer des coquilles, faisait mal la mise en page, etc., etc... Durant deux ans ce furent les mêmes chansons. Deux conceptions du journal se heurtaient : celle qui voulait le mettre exclusivement au service des idées bien arrêtées d'une secte, d'un petit clan et celle qui voulait l'approprier à la traduction des aspirations de tout ce qui, dans le mouvement ouvrier, vivait en marge des deux internationales et des deux C.G.T. La première, que presque tout le monde récusait en paroles, l'emporta en fait et ce ne fut pas ma faute. Mieux placé que n'importe qui pour apprécier le sectarisme du Cercle et pour en mesurer les conséquences, dix fois, quinze peut-être, persuadé que j'avais à faire à des personnages de Dostoïewsky, dégoûté de travailler dans des conditions pareilles, je remis mes fonctions entre les mains de Renard. Chaque fois, on me prenait par le sentiment et je reprenais le manche. Souvarine lui-même sentait que, dans l'état des choses, il lui était impossible de faire vivre le journal à Paris, que le moment n'était pas encore venu. En attendant, il créait la psychose du transfert et, malgré tout, il me reconnaissait, au milieu de tant d'incapacités, une grande qualité : mauvais secrétaire de rédaction, j'étais un excellent commerçant, un excellent administrateur... J'étais bien capable, après tout, d'asseoir la vie financière du *Travailleur*, ce après quoi, il n'aurait plus qu'à le cueillir. Mais ce ne sont là que querelles de cuisine et si je les rapporte, c'est seulement pour donner une idée de l'atmosphère : je ne crois pas qu'il y ait eu pire dans le Parti communiste.

A côté de cela, qui n'est pas sans importance, il y eut bien d'autres choses.

Nos lecteurs n'attendaient rien de Souvarine ni du Cercle communiste démocratique et n'éprouvaient nullement le besoin de le voir à l'œuvre. Par contre, ils attendaient beaucoup des camarades de l'Est. Or, il se trouvait que, dans le journal, les premiers éclipsaient les seconds. Soit paresse, soit pour éviter des conflits entre Paris et le secrétariat de rédaction, discrètement, Renard, Hérard et les autres écrivaient le moins possible... La cuisine était devenue pour moi un véritable casse-tête chinois. Le résultat le plus clair de tout fut que la Fédération communiste indépendante de l'Est épousa les rancœurs de Souvarine et que bientôt elle n'eut plus que ces vétilles dans son programme. D'un autre côté, des hérésies comme celle du nouveau parti dont nous avions fait la cheville ouvrière de tout l'édifice auraient peut-être pu nous créer des sympathies venant de nous : on les sentait trop venir de Souvarine et elles rebutèrent...

Finalement, le budget du *Travailleur* qui roulait sur un pied annuel de 40.000 fr. approximativement se décomposait comme suit, en gros : *Publicité*, 30.000 fr. ; — *Abonnements*, 6.000 fr. ; — *Vente au numéro*, 900 fr. ; — *Souscriptions*, le reste. J'avais essayé de galvaniser les bonnes volontés, de créer un peu d'enthousiasme chez les collaborateurs régionaux et chez les lecteurs de partout en diminuant l'influence du Cercle communiste démocratique par le lancement de la formule plus prolétarienne et plus régionale du bihebdomadaire, que j'imposai presque. Après deux mois d'expérience, je dus renoncer à ce travail de Titan... Hérard nous avait quittés à cause de l'intransigeance et du sectarisme dont nous faisions montre à l'endroit du Front commun... Le six février était survenu et m'avait prouvé que nous étions sans avenir politique, que notre mouvement était un élément de division et rien que cela, que le nouveau parti était une chimère et que seule l'unité d'action loyale et sincère aidée de l'unité syndicale pouvait encore sauver quelque chose du désastre dont nous étions menacés par la vague fasciste... De surcroît, l'atmosphère était toujours aussi démoralisante au secrétariat de rédaction... Désespérant à la fois d'arriver à quoi que ce soit politiquement parlant et de voir le Cercle communiste démocratique se rallier à

une plus saine conception des choses, je résolus de laisser Renard, Carrez et Ducret continuer avec Souvarine dans une voie qui me paraissait de plus en plus une fausse piste. J'essayai de leur faire prendre la responsabilité de la publication du *Travailleur* : Renard, Carrez et Ducret n'en voulurent point, Souvarine bien à regret avoua son impuissance... Alors, un beau jour, on lut mon opinion personnelle dans le journal, puis il ne parut plus...

Ce n'était pas une mort naturelle ; on s'en doute ; je l'avais supprimé.

Déceptions

Je ne serais pas complet si je ne mentionnais un autre aspect de nos illusions.

A Besançon existait une organisation locale du P.U.P. Cette organisation avait une certaine importance et possédait un journal, *L'Œuvre Sociale*. Nous avions rêvé de l'absorber... C'était un peu enfantin de notre part. Tout récemment, les pupistes de Besançon ont donné leur adhésion au parti socialiste : le P.U.P., tout comme un nouveau Parti communiste, est une fantaisie de littérateur que l'Histoire condamne par avance. On peut, à la rigueur, soutenir, soit que la lutte révolutionnaire doit se mener sur le plan politique, soit qu'elle doit se mener exclusivement sur le plan économique et syndical. Pour ce qui est de moi, je suis plutôt porté à croire que les Partis sont la conséquence des formes d'organisation du régime, qu'on ne peut nier leur importance, que Partis et Syndicats se complètent mutuellement, que leurs efforts respectifs doivent se conjuguer et non se contrebattre. C'est une opinion que je n'ai pas à soutenir ici. En tout cas, étant admis que les deux formes d'organisation de la lutte contre le régime existent, tout travailleur doit avoir une opinion politique et une opinion syndicale. Voici la mienne. Sur le plan syndical, il est temps de réaliser l'unité et de comprendre qu'il n'y a plus d'autre moyen d'y arriver que de rentrer purement et simplement dans la C.G.T. Il est puéril de poser des conditions du dehors : la C.G.T. deviendra ce que nous la ferons quand nous y serons. Un point c'est tout. Sur le plan politique, il serait souhaitable que l'unité se réalise aussi. Doriot a raison : une seule classe, un seul parti, un seul syndicat. Deux grands partis existent, qui se battaient au moment de la création de la Fédération communiste indépendante de l'Est et qui, aujourd'hui encore, se méconnaissent trop... Qu'à cela ne tienne : raisonnons en fonction de leur rapprochement, tendons tous nos efforts dans ce but. Donnons-leur le maximum de possibilités de rendement et sous cet angle, qu'on en soit bien persuadé, ce n'est pas en se tenant à l'écart de l'un et de l'autre, qu'on peut arriver à des résultats tangibles : c'est à l'intérieur de chacun d'eux qu'il faut créer la psychose de l'unité. Ce que nous ne pouvions pas faire de l'intérieur de l'un, il fallait le tenter de l'intérieur de l'autre... Si les besoins de la politique extérieure du gouvernement des Soviets nécessitaient notre exclusion du Parti communiste, au lieu d'aller nous battre contre les moulins à vent, dans cette Fédération communiste indépendante de l'Est, d'enfourcher le dada de la IVe Internationale à notre insu, de nous emmurer dans des cercles en marge de la vie, il fallait apporter nos bonnes volontés, nos énergies au Parti socialiste. Qui sait ? La méthode généralisée en eût peut-être fait autre chose que ce qu'il est ?... Quoi qu'il en soit, je crois que la ligue trotskyste a eu raison, que les pupistes de Besançon après ceux du Kremlin-Bicêtre, ont eu raison, qu'à coup sûr l'expérience est à tenter et qu'elle est plus indiquée que celle à laquelle nous nous sommes consacrés en pure perte.

Des pupistes, il y en avait aussi à Colmar. Des pupistes ou soi-disant tels. Ceux-là nous ont eus. Tapageusement, ils ont adhéré à notre mouvement. Le malheur c'est que leur nombre se bornait à... un secrétaire !... Ce jeune homme avait eu connaissance de notre existence, il nous avait écrit, fait aller là-bas, présenté cinq ou six camarades et finalement emprunté de l'argent !... En échange de ce service, il embarrassait notre journal de deux ou trois colonnes d'allemand douteux sur lesquelles nous n'avions qu'un contrôle tout à fait relatif...

Comme on le voit, notre action sur les pupistes fut nulle ou à peu près.

Nous avons pris au sérieux ceux qui ne l'étaient pas. Quant à ceux qui l'étaient — je me souviendrai longtemps de l'entrevue que nous eûmes à Besançon en octobre 1933 avec les dirigeants locaux du P.U.P. — ils nous ont accueillis avec le sourire.

Dans les deux cas, nous avons fait preuve d'ingénuité.

Conclusion

Tels sont les faits.

Désireux de ne pas m'attarder plus longuement sur toutes ces choses dans l'exposé desquelles je ne vois pas, moi-même, un grand intérêt, je ferai grâce au lecteur des sympathies que nous avons suscitées à l'étranger où des formations comme l'O.S.P. et l'O.S.R. (Hollande), l'I.L.P. (Angleterre), le S.A.P. (Allemagne) nous ont accueillis en faisant des réserves mais très fraternellement. En résumé, la Fédération communiste indépendante de l'Est et le *Travailleur* ont eu le privilège d'être interprétés, dans les milieux révolutionnaires, comme un grand événement : on a grossi leur importance. Une seule chose est à retenir de leur court passage dans la vie : créés artificiellement, ils ont vécu artificiellement, ils ont disparu parce qu'ils n'ont trouvé, dans la réalité sociale, aucune justification de leur existence. Le journal en eût peut-être trouvé une — je souligne le dubitatif — dans la division des forces ouvrières, l'effritement du Parti communiste, etc... en se présentant sur le plan national comme un facteur de rapprochement et d'union : il s'est fait élément de division en s'inféodant à une secte, en lançant l'idée d'une formation nouvelle. Tout juste bonne à aggraver l'état de scission, à empoisonner un peu plus l'atmosphère dans laquelle le mouvement ouvrier se cherche si péniblement. Il s'est condamné lui-même. Il méritait un meilleur sort, c'est évident, car on ne peut nier la bonne volonté, le dévouement des camarades de l'Est. Mais, nous n'étions pas de taille à nous mesurer avec Souvarine et, trop vite, nous avons été dominés par l'esprit qui animait le Cercle communiste démocratique...

Ceci dit, on peut, certes, se perdre en conjectures, se lancer dans des spéculations éthérées sur la façon dont se présente la Révolution qui vient. On peut épiloguer à perte de vue... On peut dire que le mouvement ouvrier est bien mal en point, que les partis et les syndicats traduisent mal les aspirations du prolétariat, qu'ils sont faibles, divisés et notoirement inférieurs au rôle qu'ils auraient à jouer. On peut s'épandre en considérations pessimistes. On peut tonner, ruer, s'affoler, maudire : tout cela que nous avons fait

ne rime à rien. Le mal n'est pas si haut et il n'a pas besoin de la médication des grandes théories. Le mal, il est à portée de la main, il nous coudoie et le simple bon sens, le gros bon sens prolétarien suffirait à l'enrayer... Mais notre époque, c'est le chaos dans tout ce qui est matérialisé : la pensée révolutionnaire porte la marque de ce chaos ; elle est désorientée, déroutée, débordée. Nous sommes tous un peu dans la situation d'un oiseau entré par hasard dans une cage dont la porte est restée ouverte : il volète sans arrêt dans tous les sens, va butter contre toutes les parois sans jamais trouver l'issue. L'issue, pour nous, existe aussi : nous nous élançons dans tous les sens, éperdument, sans réfléchir et nous ne la trouvons point. A toutes les parois du corps social nous butons, toutes les excentricités, nous les faisons. Un peu de calme, un peu de sang-froid nous éviteraient peut-être nos mouvements désordonnés et nous tireraient peut-être d'affaire... Au lieu de sauter sur la première idée venue, de courir d'un moyen à l'autre, de faire, en quelque sorte, un concours d'originalité, de la solution du problème social, il serait peut-être plus sage de nous essayer à embrasser la situation dans laquelle nous nous trouvons, à la voir clairement et d'un peu haut, à soustraire nos pensées à l'influence du milieu qui les produit. Si nous avions commencé par là, dans l'Est, si nous nous étions pris la tête à deux mains, il est probable que nous n'eussions pas enfourché « le nouveau parti », que nous eussions créé un journal mais pas une organisation. Nous aurions vu que de la misère surgissent des aspirations vers le bien-être, de la prison vers la liberté, de la guerre vers la paix, de la division vers l'union : de même que le fiévreux réclame toujours à boire et ne cesse que quand il s'assoupit, de même, le prolétariat divisé, assoupi pour l'instant, anesthésié, encore sous le coup de l'opération qu'on lui fit subir en 1920, réclamera et imposera l'union, la fin des querelles intestines, quand il se réveillera. A l'apparition de la Fédération communiste indépendante de l'Est, déjà, il en sentait le besoin et il commençait à le dire : nous prenions le contre-pied de l'Histoire, nous heurtions une idée dans son évolution...

Sans doute, ni le Parti communiste, ni le Parti socialiste ne répondaient aux exigences de la situation. Sans doute, il eut fallu un parti à la mesure des événements. Sans doute, la thèse du nouveau parti pouvait se soutenir en tant qu'éventualité souhaitable. Mais il y a un abîme du rêve à la réalité. Le bon sens populaire a raison qui veut que faute de grives on mange des merles : il y a des moments où il faut savoir se contenter de ce qu'on a. Le nouveau parti, « arme indispensable » discutée, nous ne l'avons pas pour les luttes qui sont proches. Il naîtra, c'est sûr. Mais dans une situation sociale donnée à laquelle il correspondra. Il sortira des luttes futures comme la IIIe Internationale est sortie de la guerre et de la Révolution russe, mais il est peu probable qu'il y conduise. En tout cas, le phénomène serait vierge de tout antécédent historique. Et puis, après tout, en faire « une arme indispensable » n'est jamais qu'une théorie empirique dont la cohérence n'est guère évidente que pour ceux qui se croient par prédestination des révolutionnaires d'état-major : pour ma part, je ne connais pas d'exemple de révolution organisée et je suis plutôt porté à croire que la prochaine s'organisera de même, en se faisant, pour la raison bien simple que la leçon des exemples est meilleure que celle des préceptes et que les masses qui se lancent dans des bagarres de l'ordre d'une Révolution sont beaucoup plus sensibles aux conclusions qu'elles tirent de leur propre vie, de leur propre expérience qu'aux doctrines qu'on leur veut enseigner... Le nouveau parti, c'est une théorie tandis que la bagarre sociale, c'est une réalité dont nous sommes à deux pas : avant de forger de toutes pièces une nouvelle arme qu'on ne se représente pas bien et dont il faudra, dans le détail, apprendre tout le fonctionnement sous le coup de l'adversaire, il serait peut-être plus prudent de rafistoler les anciennes qu'on connaît bien et dont, ce serait le cas de le dire... les morceaux n'ont peut-être pas tant de mal que cà !...

Depuis le 6 février, il s'est créé une atmosphère favorable au développement du mouvement ouvrier dans ce sens. Je ne me fais aucune illusion sur les causes réelles de ce revirement politique dans le Parti communiste et dans le Parti socialiste. Je ne vois pas, dans le 6 février, une cause mais une coïncidence. La raison de tout cela est ailleurs. Elle est à Moscou et dans la situation internationale, dans ce qu'on appelait avant-guerre « l'équilibre européen » : c'est encore un cas où Staline a raisonné en chef de gouvernement. Faire une digression en vue de l'expliquer nous mènerait trop loin. Retenons seulement que, pour une fois, les intérêts du mouvement révolutionnaire correspondent avec ceux de la Russie. Mais que demain, Staline qui mise aujourd'hui sur les deux tableaux, à la fois sur un mouvement de masses et sur les finesses de sa diplomatie pour mener à bonne fin ses visées en ce qui concerne la politique de l'Allemagne et du Japon vis-à-vis de la Russie, que demain l'unité d'action gêne son personnel diplomatique à Genève, au quai d'Orsay ou au Foreign Office et rien dans la structure, la composition, le fonctionnement de ce qui s'appelle l'Internationale communiste ne s'opposera à ce qu'il en soit fait d'elle, à ce que les luttes intestines reprennent sur le modèle d'autrefois et peut-être avec plus de vigueur... Tout le cheptel des propagandistes de Staline, à tout instant prêts à changer d'idéal, repartira du pied gauche dans la nouvelle voie tracée par le chef et, à coup sûr, trouvera dans Marx ou dans Lénine cent textes appropriés qui justifieront son attitude. Au temps de Galilée, le Pape se servait de la Bible pour démontrer que le soleil tournait autour de la terre. Maintenant, il s'en sert pour démontrer que c'est la terre qui tourne autour du soleil. Ainsi fait Staline : hier il se servait de Marx ou de Lénine pour démontrer que la division des forces prolétariennes était une maladie de croissance du mouvement révolutionnaire ; aujourd'hui, il s'en sert pour démontrer que l'unité d'action est le remède à tout, et demain, il s'en servira pour appuyer n'importe lequel de ses gestes dont la cause réelle sera le profit immédiat qu'en peut tirer le nationalisme russe — ce geste fût-il la rupture de l'unité d'action. C'est un travail enfantin, à la portée de n'importe qui de faire dire n'importe quoi à n'importe quel écrit !... Et, dans l'Internationale communiste, l'interprétation du matérialisme historique, qui est en faveur actuellement, a déjà rendu bien des services à bien des hérésies : il suffit simplement de déclarer que, la situation ayant changé, les méthodes doivent s'y adapter et changer, elles aussi. Comme on le voit, c'est simple. En bref, le marxisme et le léninisme, soumis à tant d'épreuves, jouent un peu, à Moscou, le rôle que joue la Bible à Rome. A cette différence près que Staline, pape resplendissant de cette sorte d'église rouge, n'a tout de même pas encore osé revendiquer les prérogatives de l'infaillibilité dont se targue son collègue de l'église noire...

Je ne sais pas le sort qui sera fait à l'unité

d'action dont tout le monde dit tant de bien, mais je redoute beaucoup pour elle : elle peut conduire à une unité organique, mais aussi à d'amères désillusions... Ce qui me paraît acquis, c'est qu'il y a lieu de la servir comme il y a lieu de servir tout ce qui peut agglutiner les différents groupements qui se dressent contre la conservation et la réaction sociales. En cette matière, tout me paraît subordonné à l'existence de la Russie et à son comportement à venir dont on ne peut rien augurer. Tant pis, la Russie et Staline, ma foi, il faut les subir : prenons en notre parti, mais ne nous départissons point de cette ligne générale de conduite. Aussi bien, il n'y a pas que le Parti communiste et le Parti socialiste qui soient au centre du débat. Il y a les syndicats et il y a des organisations traduisant les aspirations des classes moyennes. Pour l'instant, nous sommes menacés par le danger fasciste et ses suites. Affirmer que, dans la lutte qui s'ouvre, le prolétariat doit rallier à son action les classes moyennes, n'est pas nier sa mission historique. L'heure est grave, il n'en faut point vouloir trop. Une bataille avec, d'un côté, le prolétariat tout seul, et de l'autre, la bourgeoisie appuyée par les classes moyennes, la paysannerie, serait un échec certain. Par ailleurs, « tout le pouvoir aux syndicats » dépasse l'histoire, et enfin, les partis politiques, pris séparément ou en bloc, n'auraient qu'une influence limitée sur l'armature économique du régime. Ce qui me paraît s'adapter le mieux à la situation serait un front populaire aussi large que possible, ralliant toutes les couches sociales exploitées, par le canal d'une entente entre toutes les organisation représentatives de leurs aspirations diverses...

Si nouveau parti, il doit y avoir, — ce qui me paraît devoir être tenu pour assuré, — il se formera dans la mêlée, sur une base constructive précise dont les éléments seront donnés, non par des retours littéraires sur le passé, mais par la marche vers l'avenir, par la réalisation de la société nouvelle en voie de formation. Qu'importerait, alors, la querelle entre les gens qui veulent confier le pouvoir à un « syndicat » et ceux qui le veulent entre les mains d'un parti politique ?...

Parti, syndicat, ce serait la même chose et, le pouvoir, à coup sûr, les travailleurs l'auraient.

Ce que, en définitive, et de quelque nom que nous baptisions nos convictions ou nos doctrines, nous voulons tous.

Alors, dites-moi, pourquoi nous chamailler à ce propos ?

Paul RASSINIER.

Le 15 décembre 1934.

Parmi nos lettres

Boycottons nos fascistes !

Une suggestion intéressante d'un abonné de la banlieue parisienne :

La campagne pour le boycott des produits hitlériens n'a peut-être pas donné grand'chose, à cause du peu de publicité donné à l'idée. Mais pourquoi ne pas reprendre l'idée contre nos hitlériens à nous, à savoir les commerçants et industriels qui financent les croix-de-feu et autres fascistes ?

Il faut les dénoncer, engager nos amis à les boycotter. On pourrait en établir la liste, localité par localité, et engager les travailleurs à mettre à l'index ces commerçants.

L'effet serait surtout sensible sur les petits commerçants qui font dans leur culotte à l'idée de perdre un client.

A propos de la répression en Tunisie

Après les articles de notre camarade Busseuil sur la répression en Tunisie, nous avons reçu d'un militant espérantiste une lettre de critiques où il nous dit notamment :

Les « anationalistes » ne nient pas que la lutte pour l'indépendance nationale ne soit profitable à une certaine classe d'intellectuels ou soi-disant tels ; mais ils affirment que pour les prolétaires, c'est une colossale duperie. On n'a jamais dit cela à la Révolution prolétarienne.

Le sort des prolétaires de Pologne, de Tchécoslovaquie, d'Irlande et autres pays où l'on a appliqué le fameux principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, principe cher à Wilson et à Lénine, est pire qu'au temps où ils étaient nationalement *opprimés.*

Il serait d'ailleurs très intéressant de montrer que tous les « Plans » qui se proposent de résoudre la crise par des solutions s'appliquant dans le cadre national sont voués à un fiasco certain...

...Il faut abandonner les indépendances, les souverainetés nationales ; il faut créer chez les individus une mentalité « anationale ». Vous ne faites pas cela, vous ne pouvez faire cela à la R. P., *parce que votre revue est française ; que vous le vouliez ou non, vous êtes tous des nationalistes qui s'ignorent.*

Busseuil, à qui nous avons communiqué cette lettre, nous a remis la réponse que voici :

On voit bien que le camarade espérantiste n'est pas sujet de S.A. le Bey, protégé par la France, sans quoi il n'ironiserait pas comme il le fait sur le sort des travailleurs tunisiens.

Mais le fait même que le gouvernement s'attaque à des avocats et des négociants devrait être la preuve qu'il se gêne encore moins avec les travailleurs. Je croyais que cette démonstration n'était pas à faire à la R. P....

Faudra-t-il rappeler l'histoire de la C.G.T. Tunisienne et les bannissements de travailleurs authentiques pour avoir voulu créer des syndicats, cependant que le droit syndical existe en France depuis 1884 ?

Faudra-t-il rappeler que le résident général est le maître absolu *en Tunisie et qu'il déporte à tour de bras par simple application de ses décrets ?*

Alors que nous avons tout de même la possibilité d'alerter l'opinion publique par la presse, les meetings, la tribune du Parlement, etc., les Tunisiens n'ont ni liberté de la presse, ni liberté de réunion, ni droit d'être jugés. Ils sont à l'heure actuelle à la merci de notre résident général. Ils ne peuvent même pas venir en France. Ils sont prisonniers dans leur propre pays.

La Tunisie est riche, les Tunisiens meurent de faim, littéralement.

Les chômeurs ne touchent aucun secours.

Et vous trouvez, camarade espérantiste, que l'indépendance de leur pays, en les mettant sur le même pied d'égalité que nous, constituerait « une colossale duperie » ? Car c'est çà la question.

Partis et Syndicats

D'un instituteur confédéré du Cantal, ce point de vue, au sujet duquel nous aurions beaucoup à dire :

Je viens de lire dans la R. P. *du 25 janvier une citation d'Emery et une lettre de Marceau Pivert, qui rejoignent mes pensées.*

« Cadres syndicalistes ankylosés » dit Emery ; « absence d'organisation combative et d'initiative », écrit Marceau Pivert ; apathie de la masse ouvrière, ajouterai-je avec vous.

Barrer la route au fascisme est la tâche immédiate. Contre le danger du putsch que représentent les ligues fascistes, que fait la C.G.T. ? Où sont les milices ouvrières dont la constitution s'imposait après le 6 février 1934 ?

Pour disputer la rue aux fascistes, je ne vois que le Front commun. Pour arrêter le fascisme, la collaboration des quatre grandes organisations ouvrières, C. G. T., C. G. T. U., P. S. et P. C., me paraît indispensable.

La C.G.T.U. est liée depuis longtemps au Parti communiste ; le rapprochement P.S.-P.C. est fait ; reste à réaliser le rapprochement C.G.T.-Parti Socialiste. Pour apporter ma pierre à ce rassemblement nécessaire, moi qui étais jusqu'ici un « syndicaliste pur », je viens de donner mon adhésion au Parti S.F.I.O. Je demande, avec Marceau Pivert, que la R. P. *étudie à nouveau loyalement, la question des rapports entre Partis et Syndicats.*

"Démocratie Economique" et Fascisme

Chambelland et Louzon ont étudié sous ces divers aspects le plan de la C.G.T.

Je voudrais, pour ma part, aborder un point particulier: l'intégration du Conseil National Economique dans la Constitution.

Voici ce que disait, à ce sujet, le texte soumis, en avril 1934, aux « Etats Généraux du Travail » :

« *Le Conseil National Economique qui n'existe encore qu'à l'état d'ébauche doit devenir un rouage essentiel et constitutionnel du pays. Le statut que nous proposons ne s'inspire que de l'intérêt général, sans aucun esprit de domination...*

« *Toute solution doit mettre au premier plan les besoins de la collectivité. Cela suppose la conciliation de tous les intérêts légitimes des diverses branches de l'Economie. Cela ne peut se faire qu'avec la participation des organisations représentatives de ces intérêts, dans leur conciliation.* »

A première vue, ce texte ne nous apprend rien de nouveau. Il n'est qu'une réédition du vieux mythe réformiste de l'« intérêt général », une utopie de plus à l'actif des dirigeants de la rue Lafayette. Et certains camarades préfèrent sourire plutôt que de se fâcher, ils sont enclins à considérer ce texte comme plus naïf que malfaisant.

Malfaisant, il l'est pourtant, comme toutes les utopies réformistes qui donnent au travailleur l'illusion qu'existe un « intérêt général » en régime capitaliste, et le persuadent de l'inutilité de la lutte de classes. *Tous les intérêts légitimes des diverses branches de l'Economie...* C'est donc qu'on reconnaît le droit d'existence au patronat, qu'on s'incline devant ses intérêts propres. *Sans aucun esprit de domination...* C'est donc que le prolétariat se refuse à faire prévaloir ses intérêts de classe, est prêt à les sacrifier au soi-disant « intérêt général ».

Passons sur ces critiques. Maintes et maintes fois, les syndicalistes révolutionnaires en ont criblé les utopies réformistes. Il y a aujourd'hui à opposer au texte des « Etats Généraux » un argument beaucoup plus grave.

Depuis les temps paisibles où syndicalistes révolutionnaires et réformistes échangeaient des flèches dans les congrès confédéraux, un fait nouveau s'est produit. Le fascisme est né en France, le fascisme développe sa trouble et habile propagande. Un « plan », quel qu'il soit, n'a de valeur aujourd'hui que dans la mesure où il réfute et démasque clairement la démagogie fasciste. Tout plan qui entretient la confusion si propice à cette démagogie, est mauvais. Non seulement il est mauvais, mais il aide indirectement le fascisme.

Or, que fait le fascisme ?

Pour conquérir les masses populaires, notamment ces classes moyennes coincées entre capitalisme et prolétariat et qui rêvent de concilier les deux antagonistes au nom d'un « intérêt supérieur de la nation », le fascisme reprend à son compte la vieille utopie réformiste de l'« intérêt général ». Alors qu'il est l'instrument du capital monopoliste, il prétend, non sans un certain cynisme, jouer le rôle d'arbitre entre les différents intérêts économiques, entre les diverses classes. Il lance le mythe de l'« Etat corporatif ».

J'entends les auteurs du plan confédéral s'écrier : distinguo !

L'intégration du Conseil National Economique dans la Constitution n'a rien à voir avec le corporatisme fasciste. Dieu les damne si on peut les convaincre de pareilles intentions ! Voyons ! le corporatisme fasciste s'accompagne de la dictature politique, n'est qu'une construction artificielle, bureaucratique, tandis que leur libre corporatisme à eux doit se réaliser dans la *démocratie économique*. Ils ajoutent, que le fascisme en Allemagne et en Italie n'a réalisé qu'une *caricature* de corporatisme véritable. Sous le prétexte de conciliation harmonieuse des intérêts et sous le masque de l'« Etat corporatif », le fascisme a brutalement supprimé la représentation libre d'une partie de ces intérêts (classe ouvrière) et a soumis les autres (petite industrie, petit commerce, consommateurs, industrie transformatrice, etc.) à la domination absolue de quelques grands monopoles capitalistes.

Et puisqu'il n'y a là qu'une honteuse caricature de corporatisme, le corporatisme *vrai*, le corporatisme pur, ce sont eux, les auteurs du plan, qui le réaliseront. Et dans la DÉMOCRATIE.

Je n'exagère rien. Dans le numéro du *Mouvement syndical International* consacré au « Mensonge de l'Etat corporatif » (1), on pouvait lire :

« *Un véritable Etat corporatif qui doit se traduire effectivement par la collaboration des employeurs et des salariés dans une même organisation ou un institut commun, présuppose un degré plus élevé et non un degré amoindri de démocratie, non pas une démocratie répétant la démocratie actuelle, dégénérée au point de vue parlementaire et menée par une oligarchie économique, mais une démocratie d'objectivité économique et de salubrité politique. ...Si cet objectif n'est pas admis et proclamé ouvertement, l'Etat corporatif ne sera jamais qu'une duperie.* »

On aperçoit combien spécieuse est cette argumentation. On veut bien admettre que, tant que subsistera le capitalisme, tant que règnera l'« oligarchie économique », il n'y aura pas d'« intérêt général » — que ce soit dans notre régime parlementaire dégénéré ou en régime fasciste — et que le corporatisme ne sera qu'une duperie. Nous serions tentés d'applaudir. Mais, aussitôt après, on remet l'utopie en circulation, on veut faire croire à un « intérêt général », à un corporatisme véritable dans une « démocratie d'objectivité économique et de salubrité politique ». Oui, mais comment fonder cette démocratie idéale ? Nous voici au cœur de la question. Avec le concours de l'oligarchie économique, qui passe aujourd'hui à l'offensive et subventionne les bandes fascistes ? Non ! Tant que l'oligarchie économique régnera, les autres intérêts lui seront asservis. Sans elle ? Mais alors, il s'agit d'abord de la vaincre. Et elle ne se laissera pas vaincre par un simple meeting au Cirque d'Hiver ou un discours de Jouhaux. Et c'est la question du rapport des forces entre prolétariat et bourgeoisie qui se pose. Ce fameux « corporatisme » ne serait donc possible qu'au lendemain d'une révolution. Mais, ce jour-là, on aura autre chose à faire que de s'occuper de corporatisme : il s'agira d'édifier une société sans classes.

L'intégration du Conseil National Economique dans la Constitution, telle que la conçoit et la réclame la C.G.T., est donc une utopie. Et une utopie dangereuse.

Loin de couper l'herbe sous le pied à la propagande fasciste, elle risque d'alimenter celle-ci. A l'heure actuelle, il n'est qu'un moyen de lutter contre cette propagande, c'est de démontrer la duperie de tout corporatisme, le mensonge de tout « intérêt général » en régime capitaliste. Or en propageant l'illusion qu'un corporatisme véritable, qu'un intérêt général véritable sont possibles dans une *démocratie économique* absolument chimérique, la C.G.T. aide, sans le vouloir, son pire adversaire.

Son utopie à elle est irréalisable, suspendue dans le vide. Mais en véhiculant l'idée de l'« Etat corporatif », la notion de l'« intérêt général » elle sème un grain que seul récoltera le fascisme.

Daniel GUÉRIN.

(1) Numéro de janvier-avril 1934, publié par la Fédération Syndicale Internationale, 9, avenue d'Orsay, Paris-7e.

Cette revue vous intéresse ?
Abonnez-vous !

Quand s'arrêteront-ils ?

Le bilan de la répression pour l'assassinat de Kirov s'allonge toujours :

Le 18 janvier, quatre-vingt quatorze zinoviévistes, soi-disant « contrerévolutionnaires », dont les anciens chefs bolchéviks Zinoviev, Kamenev et levdokimov, sont condamnés après jugement à huis clos et sans défense à des peines allant de dix ans de prison à deux ans de déportation.

Soit, à ce jour, *quatre cent cinquante* années de prison, camp de concentration et déportation qui s'ajoutent (selon les renseignements officiels) aux *cent dix neuf* fusillés.

Les 94 dernières victimes sont accusées d'être restées des oppositionnels zinoviévistes et d'avoir ainsi plus ou moins suscité et entretenu l'état d'esprit qui conduisit Nikolaiev à son acte.

Comme à l'habitude, des accusés de marque (levdokimov, Zinoviev et autres) ont fait leur grand *mea culpa* ; ils se sont traînés dans la boue, se sont traités de « racailles contre-révolutionnaires » (*sic*) et ont juré de ne plus jamais recommencer. Il semblerait vraiment que l'homme est là-bas si différent des autres que les inculpés en Russie n'ont, dès leur arrestation, qu'une seule préoccupation : bien vite reconnaître leur culpabilité quelle qu'elle soit et se repentir. Notons toutefois qu'un tel phénomène ne s'est manifesté que sous le règne de Staline et qu'un emprisonné qui tient à la vie se soumet d'autant plus forcément aux exigences de son « geôlier » qu'il sait que son sort dépend uniquement de lui.

Nous ne sommes pas plus zinoviéviste que stalinien mais devant un tel bilan nous nous demandons : « Que faut-il donc encore pour que les révolutionnaires d'occident soulèvent une vague de trop juste colère et rappellent à l'ordre la brute déchaînée ? Sera-t-il dit dans l'histoire que nous n'aurons pas réagi à l'agonie d'une Révolution qu'on étrangle systématiquement depuis des années ? ».

M. Yvon.

Au secours de Victor Serge

Tous nos camarades connaissent Victor Serge.

Ils savent qu'en mars 1933, sans qu'on ait jamais pu formuler aucune accusation précise contre lui (et c'eut été bien difficile puisque, depuis 1927, il n'avait pas la moindre activité politique), Victor Serge a été condamné à la déportation, et cela sans jugement, par simple mesure administrative.

Ils savent aussi qu'à la suite des persécutions depuis si longtemps infligées à lui-même et aux siens, la femme de Victor Serge a été atteinte d'une grave maladie mentale, que le manque absolu de soins a considérablement aggravée.

Maintenant, c'est Victor Serge qui tombe malade à son tour. D'Orenbourg, où il est astreint au domicile forcé, il vient d'adresser un S.O.S. à ses amis. Il est alité, sans ressources, son jeune fils est atteint de la malaria.

Sans ressources, et privé de toutes possibilités de travailler ! Car, en dépit des allégations officielles et des réponses qui sont données par les autorités soviétiques à ceux qui s'inquiètent de son sort, Victor Serge n'a pas droit au travail. Sans le maigre revenu de ses livres édités en France, et sans l'appui de ses amis, lui et les siens seraient morts de faim depuis longtemps.

C'est justement à cela qu'on prétend l'acculer : à la réduction par la faim. On use d'un procédé qui l'empêche de vivre du seul produit qu'il puisse tirer de son travail : on retient en Russie ses manuscrits.

Depuis le 20 mai 1934, le manuscrit d'un roman qu'il envoyait à son éditeur français, a été tout d'abord retenu à la censure pendant des mois, puis autorisé à passer la frontière, puis à nouveau frappé d'interdiction par la censure. Or ce roman se déroule dans la France d'avant-guerre, il ne peut y être question de la Russie Soviétique.

Telle est la situation de Victor Serge.

C'est une question de vie et de mort qui se pose pour lui.

Nos camarades en saisiront l'importance et l'urgence.

Et, sachant que toute somme, si minime soit-elle, sera la bienvenue, ils répondront à l'appel très pressant que nous lançons ici.

Le Comité Victor-Serge.

P.S. — Adresser les souscriptions à Magdeleine Paz, secrétaire du Comité, 8, rue César-Franck, Paris-15e ; ou à la R.P., qui transmettra.

La renaissance du syndicalisme

Plan et démocratie syndicale

Les employés confédérés de la région parisienne étaient convoqués, le 24 janvier, par leur Chambre syndicale, à une assemblée où Jouhaux lui-même devait développer le plan de la C.G.T.

Sans doute allions-nous entendre pour une fois un exposé substantiel et cohérent de ce plan confédéral dont les auteurs et protagonistes donnent des versions à l'envie contradictoires.

Hélas ! le discours de Jouhaux fut aussi vide et aussi imprécis qu'il était souhaitable pour éviter l'écueil de certains points embarrassants. Bien que les lieux communs dont, à la suite de H. de Man, nos dirigeants confédéraux nous rebattent les oreilles, à savoir qu'étant donné la gravité de l'heure il faut sauvegarder l'« intérêt général » et, pour ce faire, passer des réformes de répartition aux réformes de structure. Beaucoup d'éloquence sur la nécessité d'un plan, sur son fonctionnement dans les grandes lignes, mais pas un mot sur ses possibilités pratiques de réalisation. Tant pis ! Nous étions déjà fixés. Grâce à la brochure éditée par la C.G.T., nous savons que ce programme d'« urgence » ne réclame pas moins pour être applicable qu'une réforme constitutionnelle. Jouhaux s'est habilement tenu à l'écart de cette flagrante contradiction : il a tout simplement omis de dire par quels moyens se réaliserait le plan.

Puis, après avoir laissé ainsi de côté l'essentiel avec désinvolture, il se livra à une virulente attaque contre les critiqueurs dudit plan, entendez contre la *R. P.* qu'il visa ostensiblement — sans la nommer d'ailleurs — d'un bout à l'autre de son discours. Il paraît que les esprits négateurs que sont les révolutionnaires se livrent à un examen critique indépendant des divers rouages du plan et en concluent ensuite que l'ensemble ne marche pas. Les camarades qui lisent la *R.P.* sont fixés sur ce point. Les critiques qui y ont paru ont au contraire bien dégonflé la baudruche du plan confédéral en démontrant le bluff de ses idées-forces, les nationalisations partielles, et l'incohérence de ce Conseil supérieur de l'économie, organe appendiculaire au Parlement. Et c'est probablement pourquoi Jouhaux s'est bien gardé de dire en quoi consistaient les critiques qu'il « réfutait ». Il est beaucoup plus simple de dénaturer la pensée des adversaires qui vous gênent et c'est à quoi se livra le « général » avec, il faut le reconnaître, beaucoup de maëstria.

« Tout le pouvoir au syndicat » est, selon lui, une formule corporativiste, ce qui lui permet de lancer cette flèche empoisonnée aux syndicalistes révolutionnaires : « Des fascistes qui ne se définissent pas ! »

Faut-il rappeler au secrétaire général de la C.G.T. que le corporatisme, négation de toutes les libertés ouvrières, implique la destruction complète du syndicat ? Que, d'autre part, le syndicalisme, en donnant tout le pouvoir au syndicat, est l'expression la plus directe de la démocratie prolétarienne ? Mais Jouhaux sait très bien tout cela. Seulement, s'il veut d'une économie dirigée, il ne veut pas qu'elle soit dirigée par le prolétariat.

Et, comme rien n'égale sa mauvaise foi que

son cynisme, ce fut un édifiant spectacle que de voir le secrétaire de la C.G.T. proclamer que la classe ouvrière est incapable. Avec quel ineffable mépris ne considérait-il pas ces vulgaires prolétaires osant venir critiquer un plan édifié par des gens compétents qui poussent le dévouement à la classe ouvrière jusqu'à penser pour elle !

Il y aurait eu beaucoup de choses à répondre à Jouhaux. Malheureusement le président — désigné avant l'assemblée et par qui ? — après trois courtes interventions, refusa catégoriquement la parole à ceux qui voulaient encore la prendre. Si bien que la séance fut levée précipitamment avant 11 h. 30.

Ainsi se manifeste la démocratie syndicale. Au reste il ne s'agissait là que d'une assemblée d'information. Le plan avait fait l'objet d'un vote de confiance (!), sans discussion préalable, à l'issue de l'assemblée générale de décembre, c'est la *Tribune des Employés* qui nous l'apprend dans son numéro de janvier. Quant à moi, je ne m'en étais pas aperçue, ainsi sans doute que bon nombre de syndiqués.

Et voilà comment le plan est voté dans les syndicats !

Devant de telles méthodes, la discipline syndicale elle-même nous fait un devoir de dire bien haut que ce plan, fabriqué par des éléments dont plusieurs étrangers à la C.G.T. et dont on *refuse de nous donner les noms*, n'est pas le plan des syndicats confédérés.

Sans doute nous n'avons ni les cordes vocales ni les dons oratoires indispensables pour nous opposer à Jouhaux à la tribune, cependant nous ne sommes pas prêts à nous résigner au rôle de *minus habentes* qu'on veut nous faire jouer.

Les syndiqués sont seuls compétents pour faire ou diriger la confection des plans qui les intéressent. Les travailleurs ne peuvent avoir confiance qu'en eux-mêmes pour réaliser le plan qu'ils auront librement dressé. A un planisme s'inspirant du plus plat réformisme parlementaire, à un changement de structure qui laisse subsister intégralement le profit, à une mystique qui ne se révèle en fin de compte qu'une mystification, nous continuerons à opposer le seul mot d'ordre réaliste qui ne contient ni ambiguité, ni équivoque : Tout le pouvoir au syndicat, tout le pouvoir aux travailleurs !

L. PELLETIER.

Brève philosophie d'une élection

Le *Peuple* et le *Populaire* ont publié, le 8 janvier, une note de l'Union des syndicats confédérés de la région parisienne, donnant les résultats de l'élection de la nouvelle Commission administrative.

Après la liste des élus on a porté, avec une satisfaction visible, sous le titre: *Non élus*, les noms des candidats restés sur le carreau.

Parmi ces derniers figuraient plusieurs secrétaires d'important syndicats rebelles au « Conformisme Planiste » ou engagés un peu trop, au gré des dirigeants de l'Union, dans la voie de l'Unité.

Il n'a échappé à personne que la publicité faite aux « non élus » tendait à donner au vote un sens d'hostilité à la position des militants du Gaz de banlieue, des Communaux, etc...

On a beaucoup commenté cette élection et la note de l'Union dans les milieux syndicaux de la région parisienne.

Nul n'ignore que l'on a mis tout en œuvre pour faire échouer les candidatures Delsol et Jayat.

On sait, par exemple, que le délégué à la propagande Lefèvre a déclaré, au cours d'une assemblée de son syndicat (celui des mécaniciens-dentistes), qu'il démissionnerait de son poste de l'Union si ces deux camarades, et quelques autres encore, étaient appelés à siéger à la Commission administrative.

Une telle déclaration émanant d'un permanent qui, en raison de sa fonction, devrait être tenu à plus de réserves et d'impartialité à l'égard de ceux qui font *effectivement* la propagande et le recrutement pour l'Union et la C.G.T., permet de penser que *sans vouloir le moins du monde influencer les délégués électeurs*, on leur a quand même signalé les indésirables.

C'est cette signification qu'a le vote et non celle que, trop habilement, on a voulu lui donner.

L. JAYAT.

Petit Carnet

Un an déjà

Que serait-il arrivé si le 6 février 1934 les fascistes avaient enfoncé les barrages du pont de la Concorde ?

Un écrivain fasciste, M. Georges Imann, a dit assez nettement quels étaient les espoirs de son clan :

« *Le salut était peut-être mardi 6 février à huit heures du soir, au bout de ce pont balayé par la mitraille, dans le brasier de cette Chambre devenue un second Reichstag.* »

L'incendie du Palais-Bourbon aurait fait pendant à l'incendie du Reichstag. Le fascisme français aurait marché sur les traces des fascismes allemand et italien. Toutes les organisations ouvrières auraient été détruites.

Pas sûrement.

En tout cas, pas sans lutte.

Un an déjà. Le danger est-il passé ? Non. Le coup du général Roget, lors de l'affaire Dreyfus, une fois raté était définitivement raté. Il n'en est pas de même dans la période actuelle.

Le 6 février 1934 fut la journée de Chiappe.

A quand les journées de Weygand et de La Rocque ? A quand les journées des militaires et du grand patronat ?

Deux justices

Le 7 février 1934 au matin le procureur général Donat-Guigue se refusa à procéder à des arrestations préventives. Ces arrestations de chefs fascistes auraient été illégales.

Que se serait-il passé, ce 7 février au matin, si les événements de la veille, place de la Concorde, avaient été l'œuvre des organisations ouvrières révolutionnaires, de la C.G.T. ou de la C.G.T.U., du Parti socialiste ou du Parti communiste ?

Le procureur Donat-Guigue n'aurait pas hésité une seconde à signer des dizaines, des centaines, des milliers de mandats d'arrêt ; il en aurait signé à se fouler le poignet.

En quelques circonstances beaucoup moins graves, lui-même, ou quelqu'un des siens, n'eut pas une hésitation. Rappelez-vous la grève des cheminots de 1920 et les arrestations opérées au petit bonheur. Rappelez-vous les arrestations par milliers certains 1er mai.

La conscience des procureurs généraux ne se réveille que lorsqu'il s'agit de bourgeois, de chefs bourgeois. On peut arrêter illégalement des ouvriers Mais, même légalement, on ne peut arrêter des bourgeois.

Mémoire courte

Le Parti communiste fait tous ses efforts pour faire oublier le rôle qu'il joua le 6 février 1934 et la part qu'il prit dans cette journée de Chiappe.

Il ferait mieux d'expliquer pourquoi il envoyait l'A.R.A.C. se joindre au rond-point des Champs-Elysées aux troupes de l'Union Nationale des Combattants.

Il devrait dire en vertu de quelles directives des éléments communistes se mêlèrent aux gens de droite, pratiquant un drôle de front unique, place de la Concorde.

Il pourrait traduire ce que voulait dire *l'Humanité* du 7 février quand elle criait en une large manchette que la veille Paris ouvrier avait réagi.

Cela lui donnerait l'occasion d'expliquer son mot d'ordre : Daladier et Frot en prison.

Ce sont là des choses que beaucoup de camarades n'ont pas oubliées. Ces camarades pensent que le Parti communiste ne s'est rallié à l'unité d'action, en juin, que parce qu'il était certain qu'elle se ferait d'elle-même, sans lui, sinon malgré lui.

Ils pensent que ces exploits n'autorisent guère le Parti communiste à se poser en guide de la classe ouvrière et en champion de l'unité d'action, non plus que de l'unité syndicale.

...Intégrer le syndicalisme dans l'Etat

Les trois groupes parlementaires des socialistes français, des socialistes de France et des républicains socialistes — ça ne fait pas en tout bien lourd de socialisme — ont donné leur adhésion au Plan de la C.G.T.

Paul-Boncour s'en réjouit dans l'*Œuvre* du 29 janvier. Certes, il garde « une curiosité sympathique au Plan du 9 juillet ». Mais la raison le porte vers le Plan de la C.G.T.

Dans ce Plan, Boncour retient surtout le Conseil national économique, qui permet d'intégrer le syndicalisme dans l'Etat.

En cela il est d'accord avec Jouhaux.

Pour le Leipart français, toutes les histoires sur le crédit et les nationalisations n'ont probablement qu'une seule utilité : aider à faire passer le Conseil national économique.

Une fois celui-ci intégré, c'est la C.G.T. qui le serait, au sommet, en la personne de tous ses secrétaires de fédérations, aux étages régionaux par ses principaux militants d'Unions départementales.

Les militants du rang s'en rendent-ils bien compte ?

A la fois pour et contre le Plan

Le Parti socialiste possède une gauche. Quelle tendance ne possède-t-il pas ? Cette gauche dispose d'une grande influence ; Zyromski et la tendance de la *Bataille Socialiste* font généralement triompher leurs points de vue dans les congrès du Parti.

Mais les résolutions de congrès sont une chose et la pratique courante en est une autre.

Déjà, il était frappant que ces éléments à gauche dans le parti étaient à droite dans le mouvement syndical. A quelques exceptions près ; celles de Zyromski et de Pivert, notamment.

Devant le Plan de la C.G.T., la *Bataille Socialiste* a trouvé un moyen élégant de contenter tout son monde. Elle est à la fois pour et contre. En se prononçant pour, elle donne satisfaction à la grosse masse de ses partisans qui sont collaborationnistes de classe sur le terrain syndical. En se prononçant contre, elle soulage la conscience de quelques-uns de ses militants.

Comme ça tout le monde est content.

Scission politique et scission syndicale

« *Qui donc peut contester que la scission syndicale de 1921 n'a été qu'une des conséquences de la scission politique de 1920 ?* »

Qui donc ?

Mais nous ; mais tous ceux qui connaissent l'histoire du mouvement syndical.

Belin, le secrétaire adjoint de la C.G.T., peut prétendre (*Peuple* du 31 janvier) qu'elle a été voulue, préparée, exigée par les hommes de Moscou. En fait de prétention, le gaillard mérite toutes les cocardes.

Mais il lui suffit de se retourner du côté de son collègue Raoul Lenoir pour être mieux renseigné. Qu'il lui demande s'il était un homme de Moscou quand il parlait en décembre 1914 de la trahison de Jouhaux

Pour les 10 ans de la R. P. faîtes-nous chacun un abonné

Courte réponse à la Fédération Unitaire de l'Enseignement

Dans le numéro du 27 janvier de l'*Ecole Emancipée*, le bureau de la Fédération unitaire de l'Enseignement a donné un article qui trahit une certaine inquiétude et, sans qu'il l'ait voulu, qui justifie les fusions opérées depuis octobre par quelques syndicats unitaires.

Certes, nous comprenons parfaitement son mécontentement. Il a beau torturer les chiffres et les résolutions, les faits, têtus, lui infligent de cinglants démentis. Ce n'est pas 142 adhérents, sur 260 que comptait le syndicat du Morbihan, qui sont entrés au S.N., mais le groupement tout entier, les amis du C.F. et de la C.G.T.U. n'ayant pu, devant leur insuccès, contrecarrer la volonté écrite de plus de 180 membres de quitter la Fédération unitaire, s'étant ralliés à la volonté de la majorité. Le syndicat de la Gironde a réussi unanimement la même opération. Dans les Côtes-du-Nord, le bureau fédéral est parvenu, avec une dizaine de camarades, à tenir un syndicat qui en groupait 80 jusqu'alors, et, dans la Dordogne, quoique largement battu en assemblée générale et par consultation écrite, il a fondé un syndicat d'une douzaine d'adhérents dont le premier geste sera d'offrir l'unité à la section du S.N.

Quatre syndicats se sont ainsi, à l'unanimité ou à une grosse majorité, fondus dans le S.N. Le bureau fédéral n'est pas du tout certain que d'autres ne les imiteront pas. Sa surprise a été forte de voir le syndicat des Bouches-du-Rhône coupé en deux parties égales dans un vote sur la résolution du congrès de Nice. Il y a dans l'Ardèche des partisans des « transfuges ». Plusieurs départements, qui n'avaient accordé, en août 1934, aucun mandat à la motion d'unité du Morbihan, en comptent aujourd'hui, et nous pourrions citer tel secrétaire qui, dans le bulletin de son groupement, mène une belle campagne en faveur de notre solution.

Le bureau fédéral pense-t-il, qu'en tirant sur nous à boulets rouges, il freinera ou brisera ce mouvement ? Il l'accélèrera, au contraire, car il fournit aux vrais unitaires, à pleines brassées, des arguments qui légitiment la fusion dans le S.N. En 1933 et en 1934 nous avions démontré, tant dans l'*Ecole Emancipée* qu'à la tribune des congrès, que la majorité fédérale redoutait l'unité, qu'elle s'y opposerait de toutes ses forces car elle continuait à penser que le mouvement corporatif universitaire était incapable d'évoluer vers le syndicalisme de lutte, et qu'un noyau de pionniers serait toujours nécessaire pour frayer la voie à la masse tout en la stimulant. Et cette majorité, par la plume du bureau fédéral, persiste dans son erreur, et perd le contrôle d'elle-même.

Il est bien entendu que nous sommes des traîtres, que c'est par lassitude, besoin de tranquillité, que nous sommes entrés au S.N. Pour nous « l'unité n'est souvent qu'un masque et la part de sincérité est probablement assez réduite ». En tout cas, nous avons « cessé d'être des révolutionnaires » et, pour en finir avec l'hypocrisie, « l'unité est pour beaucoup un mol oreiller ».

Ce qui est beaucoup plus grave, c'est l'appréciation portée sur le S.N. par le bureau fédéral. Si, vraiment, ce groupement — qui a tout de même à son actif la grève des examens de 1931, la grève de trente minutes de 1933 et la grève de 24 heures de 1934, qui compte peut-être des jaunes dans ses rangs, mais qui sait que des syndicats de stricte observance communiste ont flanché ou n'ont pas compté plus de deux grévistes le 12 février — si ce groupement pratique un syndicalisme de compromissions et de collaboration, s'il est contre toute action, s'il ne marche « que lorsque le gouvernement y consent pour ses besoins de politique tortueuse et d'équilibre des forces parlementaires », s'il vise surtout à conserver « les situations privilégiées de détachés à la tête des organisations », pourquoi lui offrir l'action commune, pourquoi lui demander de préparer l'unité des forces syndicales universitaires ?

On ne pardonne pas à des transfuges, on ne pactise pas avec des traîtres, on exécute les uns et les autres. Si ces dénominations infamantes peuvent nous être appliquées, elles doivent l'être à tous les militants, à tous les adhérents du S.N. Car il est évident que l'accusation de trahison ne se justifie que dans la certitude où l'on se

trouve que nous sommes passés de l'autre côté de la barricade, que nous avons signé un pacte avec la bourgeoisie en abdiquant des convictions défendues pendant vingt-cinq ans.

Mais alors il nous faut bien, à notre tour, demander au bureau fédéral de quelle qualité sont ses propositions d'entente pour l'action. S'il désire agir de concert avec le S.N., s'il pense pouvoir un jour fusionner avec lui, estime-t-il qu'il emprunte la bonne route en dénigrant son partenaire éventuel, et en accablant sous des vocables qui ont servi contre les principaux militants de la majorité fédérale depuis Besançon, des camarades auxquels rien, absolument rien, ne peut encore être reproché ?

En réalité, les représentants de la Fédération unitaire dévoilent, cette fois crûment, leur hostilité à l'unité syndicale. Si des syndicats, ou des minorités de syndicats, en tirent des conséquences fâcheuses pour ceux-là, ils n'auront qu'à battre leur propre coulpe.

J. ROLLO.

Trois ans d'efforts du Comité des Chômeurs de Reims

Chambelland a montré la nécessité de l'organisation des chômeurs si l'on veut établir un vrai Plan syndicaliste. Je tiens à faire connaître l'action qui a été faite dans cette voie à Reims depuis trois ans.

Aux dernières élections législatives, les communistes avaient formé un Comité de chômeurs qui ne s'occupa que de l'action politique en faveur du Parti communiste, et non de la défense des intéressés. Si bien qu'un groupe de chômeurs dégoûtés de ces procédés résolurent de former une organisation sérieuse et solide. Je fus moi-même désigné comme président. Cette nouvelle organisation prit le nom de Groupement des chômeurs de Reims, et fut reconnue officiellement comme société à la date du 1er novembre 1932 ; le siège est dans un baraquement des régions libérées, 25, boulevard de la Paix, non loin de la Bourse du Travail.

En peu de temps, cette organisation groupa près de 850 membres, avec une cotisation de un franc par mois. L'action entreprise fut réformiste ou révolutionnaire, suivant les nécessités du moment. Les attaques des purs à 100 % contre les dirigeants d'un tel groupement qui n'avait d'ordres à recevoir de quiconque, ne purent vaincre l'énergie des militants.

Au moment du 6 février, le groupement entra dans la lutte antifasciste avec les syndicats ouvriers. Le 11 février, le camarade Parmentier, un brave vieux copain, militant du Syndicat unitaire du Livre, alors secrétaire, prend la parole au nom des chômeurs à la Bourse du Travail : le 12, je la prenais à mon tour pour le groupement. Cette journée fut rude pour la réaction et les bourgeois. Les dirigeants du groupement organisèrent un piquet de grève qui se porta à l'imprimerie Debar, face à la caserne des gardes mobiles, et força les jaunes à sortir des ateliers, malgré le patron, sous le nez des flics. Pour la première fois à Reims on vit une manifestation aussi importante. Les chômeurs, avec nos camarades fonctionnaires, manifestèrent dans la rue avec leurs pancartes sur lesquelles on lisait : « Du travail ou du pain ! », « Unité ! ». Et aux cris de : « A bas la calotte ! ».

Continuant son action économique, le groupement défendit une foule de chômeurs radiés, fournit de multiples renseignements juridiques et empêcha plusieurs expulsions. Mais la chose la plus remarquable, due à l'initiative et au dévouement incessant des camarades Parmentier et Toutain, celui-ci un cheminot révoqué de 1920, ce fut l'organisation d'un groupe d'achat en commun. Le baraquement est transformé en une véritable épicerie où chaque jour plus de 200 chômeurs viennent s'approvisionner en légumes secs ou verts, lapins, poissons, etc., achetés en gros sur le marché et revendus au détail sans un sou de bénéfice ; la livre de poisson vendue 2 francs dans les épiceries de la ville, est vendue, même marchandise et même arrivage, 1 franc au groupement

Un fait montrera la portée de cette action économique chez les chômeurs. C'est un échec subi par le député-ministre Marchandeau. A la veille des élections cantonales, pour récolter quelques voix, les politiciens radicaux, dans une séance du Conseil municipal, décidèrent de faire des soupes pour les chômeurs ; le prix était fixé à 1 fr. 75 le repas. L'installation devait être faite par la Commission de chômage. Deux mois après cette décision, rien n'était fait. A la dernière séance du Conseil, la question des soupes de chômeurs fut posée à Marchandeau. Celui-ci déclara à sa grande honte que 20 chômeurs seulement s'étaient fait inscrire et que la municipalité ne pouvait pas organiser ses soupes gratuitement. Il en profita pour féliciter... les Croix de Feu d'en avoir créé à leurs frais. L'échec de Marchandeau sera suivi de celui des Croix de Feu. Cela grâce justement aux organisateurs du Groupement des chômeurs et au prix excessivement bas des produits alimentaires vendus à la masse des sans-travail.

Les Croix de Feu avaient également voulu faire du groupement une de leurs filiales en essayant de faire distribuer leurs bons de soupe par l'intermédiaire de cette organisation. En s'adressant à nos deux braves camarades Parmentier et Toutain, les fascistes se sont vulgairement cassé le nez. Aussi pour leurs fameuses soupes n'ont-ils récolté que les clochards et les tireurs de pieds de biche.

Depuis plus de trois années qu'existe le groupement, au cours desquelles il a donné des preuves de son activité, il a subi les attaques des communistes. Il ne pouvait pas y échapper, vous le pensez bien. A Reims, ça a été la même chose qu'à Paris. Les calomnies, les insanités, tout a été bon pour essayer d'abattre le groupement autonome en frappant à la tête.

Le comble, c'est qu'un des principaux insulteurs, membre influent du rayon de Reims, dirigeant du Secours Rouge, prenait dernièrement la poudre « d'escampète » après avoir dilapidé une somme de 4.000 francs ; certains disent près de six mille. Plusieurs autres, tout récemment, furent impliqués dans un vol de montres. Ce sont ces gens-là qui calomnient les gens propres.

Devant de tels scandales, des ordres arrivèrent au rayon — comme à Saint-Denis — enjoignant au Comité fantôme des chômeurs communistes de faire l'unité avec le groupement des chômeurs qui comprend plusieurs centaines de membres. Cette proposition allait être acceptée, lorsque à la réunion du 24 janvier une bousculade se produisit à la suite des mêmes procédés calomnieux employés par les communistes. Le résultat fut qu'aussitôt le groupement des chômeurs de Reims décidait le refus de l'unité et l'exclusion de ceux qui s'étaient déjà faufilés dans le groupement.

Auront-ils encore le culot de se déclarer les « seuls défenseurs » des ouvriers ? Qu'ils continuent à démolir, ou du moins à tenter de démolir tout ce qui n'est pas sous la direction du Parti communiste, mais, est-ce là travailler à l'émancipation des ouvriers et à la défense des chômeurs ?

Pour sa part, le Groupement des chômeurs poursuivra son action. Grâce aux camarades du Cartel des Fonctionnaires, un vestiaire va être créé, des effets seront distribués aux chômeurs. Une forte somme d'argent a été votée à cette intention. Je tiens à remercier notre bon camarade Peltier, des instituteurs, qui a fait adopter cette décision. Et je termine en rappelant ce mot de Michelet : « Le peuple est un roc sur lequel vient se briser le flot de la réaction ».

R. GÉRARD.

Fascisme et Syndicalisme

Tel est le sujet traité dans l'*Action syndicaliste*, organe des syndicalistes révolutionnaires de l'Enseignement. Dans les numéros de décembre et de février (qui vient de paraître) notre camarade Richard a publié des études documentées sur le syndicalisme en Italie et en Allemagne. Articles de Thomas, Thévenon, Odin, Veiller, Danno, Barrué sur la lutte antifasciste, la grève générale, le désarmement des ligues fascistes. Importante étude de Boissel sur l'unité corporative dans l'Enseignement.

Tous les syndicalistes de l'Enseignement doivent s'abonner à l'*Action syndicaliste* et la diffuser autour d'eux.

Abonnements : 5 fr. par an (on reçoit les numéros parus) à verser à Barrué, 39, rue A.-Comte, Talence (Gironde). C. C. Bordeaux 43.746.

FAITS ET DOCUMENTS

L'Unité syndicale au point mort

Le 1er février, une délégation de la C.G.T. se rencontrait avec une délégation de la C.G.T.U. pour discuter de l'Unité syndicale. La réunion prit fin sur la constatation qu'un accord était impossible, à propos de l'indépendance du syndicalisme. Voici le texte de la délégation de la C.G.T., repoussé par la délégation unitaire :

En raison des inquiétudes provoquées par des déclarations faites par Piatnitsky, secrétaire de l'Internationale communiste, les délégations de la C. G. T. et de la C. G. T. U. jugent nécessaire d'affirmer que le mouvement syndical ne saurait admettre l'immixtion de personnalités ou d'organisations politiques cherchant à influencer l'action et la vie syndicales. Elles déclarent réprouver de semblables interventions.

Pour éviter toute équivoque, elles croient indispensable de déterminer avec précision leur conception de l'indépendance du mouvement syndical :

L'indépendance absolue du mouvement syndical à l'égard de tous les gouvernements, de tous les partis politiques et de toutes les organisations extérieures est la condition de la reconstitution de l'unité syndicale ; elle est la garantie de son maintien. C'est dire qu'aucune organisation syndicale ne saurait tolérer la création et le fonctionnement dans son sein, de « fractions » ou groupements s'attachant à faire triompher sur le plan syndical, des mots d'ordre arrêtés à l'extérieur ou se dressant contre l'application de décisions prises par la majorité. Dans le cas où des syndiqués, par l'usage de ces pratiques, fausseraient le libre jeu de la démocratie syndicale ou mettraient en danger l'organisation elle-même, les syndicats, unions, fédérations et confédération auraient le devoir, pour sauvegarder l'unité syndicale, de mettre un terme à ces agissements par les moyens statutaires.

Voici maintenant le texte de la C.G.T.U. :

Les syndicats doivent pouvoir rassembler dans leurs rangs l'ensemble des ouvriers, à quelque parti ou secte philosophique qu'ils appartiennent ou qu'ils soient sans parti.

Ils doivent vivre, se développer et agir dans l'indépendance à l'égard de la bourgeoisie, de ses institutions, des partis et gouvernements. Cette indépendance suppose que chaque syndiqué a le droit le plus absolu de défendre son opinion sur tous les problèmes qui intéressent la vie de l'organisation syndicale, qu'il ne peut se réclamer, dans les assemblées et congrès, que de sa qualité de syndiqué.

Les assemblées et congrès réguliers ont seuls qualité pour décider de toutes les questions intéressant la vie de l'organisation.

Le syndicat qui n'a pas à s'immiscer dans la vie des partis politiques, ne saurait combattre les partis qui soutiennent la classe ouvrière dans sa lutte de classe.

Le syndicat garantit à chacun de ses membres la liberté d'adhérer au parti de son choix et d'y militer comme il l'entend.

Le syndicat n'admet, dans son sein, que les organismes qu'il crée lui-même par le jeu régulier de ses assemblées, et par l'application de la démocratie syndicale.

Le syndicat, organisme de défense de la classe ouvrière, lutte contre toutes les formes d'oppression et d'exploitation du capitalisme et combat toutes les tentatives de le détourner de son rôle. Il sympathise avec tout ce qui combat et tend à supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme.

Un article de Dumoulin

Le *Populaire* a publié le 24 janvier un article de Georges Dumoulin qu'il nous paraît utile de reproduire à titre de contribution à un débat au cours duquel nous ne manquerons pas de faire entendre notre réplique. En attendant, Dumoulin voudra bien considérer que nous n'avons jamais, quant à nous, confondu *indépendance* et *neutralité* :

Maurice Chambelland, administrateur de la Révolution Prolétarienne, *à qui j'avais écrit pour lui faire part de mon sentiment au sujet des études qu'il a publiées sur le plan de la C.G.T., m'a répondu qu'il n'était pas d'accord avec le point de vue que j'ai exposé ici-même. Et il a mis un point d'exclamation pour me dire : « Tu retournes au Travaillisme ! »*

Je ne retourne pas au « Travaillisme ». Je n'ai pas à retourner où je ne suis jamais allé. Dans des circonstances moins graves que celles d'aujourd'hui, j'avais soutenu l'idée d'un rapprochement entre les syndicats ouvriers et le Parti socialiste. Mais je n'avais pas proposé de choisir comme modèles les Trade-Unions, le Labour Party ou encore le Parti Ouvrier Belge. Je m'étais mis à la recherche d'une base d'accord qui eût été conforme aux traditions et aux coutumes de notre pays.

Je n'ai jamais compris la neutralité ; je ne comprends pas que l'on puisse être neutre. Du reste, il vient d'être démontré, à la suite d'un douloureux événement qui a frappé une branche de l'activité sociale à laquelle vont nos sympathies que la neutralité n'est pas une sauvegarde ni une garantie de succès.

Quand je m'étais mis à la recherche d'une base d'accord en vue d'un rapprochement autour du socialisme, j'avais le pressentiment que les événements à venir parlaient déjà en faveur du resserrement et du rassemblement de toutes les forces prolétariennes et que les formules de neutralité étaient condamnées ; je ne me suis pas trompé.

La Révolution Prolétarienne *de mon camarade Chambelland porte sur sa couverture, en grosses lettres noires sur fond rouge, cette revendication totale : « Tout le pouvoir aux syndicats ! ». Voilà donc les syndicats transportés bien loin au delà de la neutralité. Les communistes manifestent au cri de : « Les Soviets partout ! ». Nous, socialistes, nous avons bien le droit également de réclamer : « Tout le pouvoir au socialisme ! ».*

Sommes-nous là en pleine discordance ? Les cris divergents marquent-ils tant que cela qu'il y a trois manières d'atteindre le but et qu'il faudra, une fois le but atteint, construire trois sociétés différentes, l'une syndicale, l'autre soviétique et la troisième socialiste ? Nos cris divergents ne sont-ils pas surtout des cris de guerre dirigés contre la classe ennemie ? Ne sont-ils pas aussi une manière de se reconnaître et de reconnaître les siens ?

Au fait, les deux premières formules : syndicats et Soviets, ne nous éloignent pas du socialisme. Et quand il s'agit de « tout le pouvoir », chacun se rend compte que le Parti socialiste, organisation politique de la classe ouvrière, aura son rôle à jouer comme les syndicats auront leur tâche à accomplir.

Mais ces cris n'expriment-ils pas quelques autres vérités ?

En premier lieu, ils portent la conviction que le capitalisme est à l'agonie, qu'il touche à sa fin, qu'une autre société est proche. Ils contiennent l'indication très nette que le prolétariat, diversement organisé, accepte son destin, désire que son heure vienne et ne demande qu'à la hâter.

En second lieu, ces clameurs revendicatives à trois voix attestent la présence de l'ennemi ; de l'ennemi qui s'organise, qui s'arme, qui s'assure de la complicité des forces de réaction et des puissances d'argent.

L'ennemi, c'est le fascisme.

Donc nous sentons la présence du fascisme, du danger fasciste. Pendant plusieurs années, nous avons pu nous nourrir de la consolation que le mal ne dépasserait pas l'Italie. Mais depuis qu'il a gagné l'Allemagne et que sa tache odieuse s'est largement étendue en Europe Centrale, en Pologne, dans les Balkans et jusqu'en Espagne, notre consolation a fait place au pessimisme. Depuis le 6 février, les derniers doutes se sont évanouis, et nous sentons l'existence du danger.

Le phénomène qui s'est produit ailleurs risque de se produire chez nous. L'agonie du capitalisme tend à se prolonger par un expédient redoutable. Les classes privilégiées, les ploutocrates et les oligarques, veulent s'accorder un sursis en entraînant la bourgeoisie à l'abandon de ses institutions démocratiques. La misère, le désœuvrement, l'inquiétude et la lassitude sont exploités par des aventuriers en vue d'aboutir à la réussite du coup de force.

Le danger va grandissant ; le phénomène menace.

Qui songe à le nier maintenant ? Personne ; les syndicats moins que d'autres ; ils l'ont montré le 12 février.

Voilà donc encore une nouveauté, un changement d'une importance considérable pour tout le monde en général et pour les syndicats en particulier.

Si les syndicats s'avisaient de croire que le fascisme se bornera, en France, à instituer le corporatisme sur des bases juridiques sans toucher aux libertés publiques, ils se tromperaient lourdement. D'Arragona, en Italie, Leipart, en Allemagne, ont fait de tristes expériences. Ceux

qui, dans notre pays, font des plans pour bâtir une République syndicale et corporative avec l'espoir de s'accommoder de la démocratie politique de la bourgeoisie, se perdent dans les chimères, le rêve et l'utopie.

Le fascisme n'est pas disposé aux demi-mesures. Il ne se prépare pas à nous appliquer en France une dictature agréable, douce et larvée. Il se prépare à nous appliquer les pires violences et la destruction systématique des conquêtes réalisées. Et il est insensé de croire qu'on pourra lui échapper en s'écartant de ce qui est politique, en reniant ce qui est politique et en se réfugiant dans l'économique.

Entre lui et nous, c'est une lutte à mort. Et « nous », c'est le Parti socialiste et ses milliers de sections, la C.G.T. et ses milliers de syndicats, le Parti communiste et ses nombreuses cellules

A l'heure présente, le Front commun devrait grouper la C.G.T., la C.G.T.U. et les deux partis politiques de la classe ouvrière. Le camarade syndicaliste révolutionnaire va me dire : « Oui, mais, temporairement et pour les circonstances exceptionnelles du moment ».

Hélas ! mon cher camarade, le temporaire risque de durer longtemps, et les circonstances demeureront longtemps exceptionnelles. On peut dire qu'elles demeureront exceptionnelles au moins jusqu'à l'écrasement du fascisme.

Et si en cours de route, dans le délai le plus court, les deux C.G.T. opèrent leur fusion et réalisent l'unité syndicale en même temps que les deux partis politiques ouvriers réaliseront leur unité organique, n'aurai-je pas eu raison de préparer l'avenir en vue du rapprochement entre le socialisme unifié et le syndicalisme également unifié ?

Le danger fasciste ne nous permet pas de perdre notre temps autour des questions secondaires et des affaires de boutiques ; il nous presse, il nous serre les uns contre les autres, il cimente notre union malgré les restrictions des uns et la mauvaise volonté des autres. Ne soyons donc pas inférieurs à la tâche qu'il nous impose.

Pas lui ! Sous ce titre, nous trouvons dans *l'Emancipation* un filet concernant le correspondant particulier de *l'Humanité* à Moscou :

Dans l'Humanité *du 21 janvier, l'écrivain Aragon écrit à son tour sur le meurtre de Kirov. On retrouve, sous sa plume délicate, l'expression suivante : « Feu sur le centre de Léningrad de Zinoviev-Trotsky. »*

On le voit, Aragon, depuis qu'il est rédacteur à l'Humanité, *est plus extrémiste que les juges du collège militaire de Moscou, lesquels pourtant...*

Quel changement depuis l'époque où Aragon, auteur surréaliste, écrivait dans Clarté, *le 1er décembre 1924 :*

« La Révolution Russe, c'est tout au plus une crise ministérielle.

» Je tiens à répéter dans Clarté *même que les problèmes posés par l'existence humaine, ne relèvent pas de la misérable petite activité révolutionnaire qui s'est produite à notre Orient, au cours de ces dernières années.*

» J'ajoute que c'est par un véritable abus de langage qu'elle peut être qualifiée de révolutionnaire. »

Notre dixième anniversaire

Comme il y avait longtemps — des années déjà ! — que nous n'avions organisé, pour nos camarades parisiens, de conférence de la R. P., nous étions en droit d'avoir quelque appréhension sur le succès de notre réunion consacrée au Plan, à la Mutualité, le 31 janvier. Or, nous eûmes le plaisir de voir que la salle, une salle de 150 places assises, se trouvait trop exiguë, et que le public y était vraiment « tassé ».

C'est devant 200 militants que Chambelland et Hagnauer exposèrent tour à tour nos raisons contre le Plan dit de la C.G.T. ; ainsi que nous l'avions laissé prévoir, Louzon n'avait pu effectuer le déplacement.

Les grandes lignes de l'exposé de Chambelland étaient déjà connues de nos lecteurs grâce aux deux études que la R. P. a publiées en décembre ; cependant, l'attitude des « planistes » de la C.G.T. à l'endroit de ceux qui n'ont pas abandonné le syndicalisme révolutionnaire permit à notre camarade certaines mises au point. Alors qu'on a pu lire, sous la plume d'un secrétaire de la C.G.T., que la place du syndicalisme se trouvait « à côté du pouvoir », Chambelland montra, par des citations appropriées, que l'idée de Plan, dans l'esprit des fondateurs du syndicalisme, était sœur de notre formule « Au syndicat le pouvoir ! ». On pourrait encore discuter le contenu du Plan, mais bien des préventions tomberaient si ce Plan était vraiment le Plan de la C.G.T., si la C.G.T. déclarait sans ambages que c'est elle, elle seule, qui entend appliquer son Plan.

Roger Hagnauer se fit l'écho de la discussion qui s'était produite la veille au Comité général de l'Union des syndicats confédérés de la région parisienne, où les « techniciens » ayant fait le Plan vinrent défendre leur ours. Il indiqua que l'on tendait à créer dans la C.G.T. une nouvelle religion, la religion du « Plan », et que, tout naturellement, l'on se montrait plus dur pour les hérétiques que pour les mécréants. Notre camarade montra la filiation indiscutable du Plan par rapport aux idées maîtresses de Henri de Man. Il dénonça l'analogie saisissante de certaines formules avec les formules mêmes du fascisme. Il ne saurait y avoir, dans le mouvement ouvrier, des « penseurs », quelques hommes, et des exécutants, la masse. Le syndicalisme français n'a jamais séparé la pensée de l'action.

Après l'exposé d'Hagnauer, le président, Pierre Bossu, un des amis les plus anciens et les plus fidèles de la R. P., donna la parole à Marcelle Pommera, qui exprima le point de vue des socialistes « planistes » du Combat marxiste, *à Politzer, qui, au nom des communistes de* Monde, *défendit le seul plan révolutionnaire à son avis, le Plan quinquennal, à Charbit, qui donna une idée des « conceptions » de certains planistes en citant les paroles prononcées l'après-midi même par M. Lévy-Bruhl dans une conférence de l'Institut supérieur ouvrier (la C.G.T. réclamerait, par exemple, la « stabilité ministérielle » !), à Dichamp, des Terrassiers parisiens, qui montra les dangers de l'organisation d'un syndicalisme fasciste en France. Chambelland répondit quelques mots à Marcelle Pommera et à Politzer, puis cette soirée consacrée à l'examen des problèmes syndicalistes prit fin. Nous ne croyons pas trop nous avancer en disant que la plupart des auditeurs en partirent satisfaits.*

Remarquons qu'aucun « planiste » — ce sont pourtant, à ce qu'ils disent, des militants convaincus — ne vint défendre le Plan.

*
* *

Deux jours après, le samedi 2 février, nous nous retrouvions au « Dîner des 10 ans de la R. P. » dans un restaurant de la Chaussée-d'Antin. Le succès de ce dîner a été vif puisque 70 camarades y prirent part.

Autour de Pierre Monatte, étaient réunis notamment : Marthe Pichorel, Magdeleine et Maurice Paz, Amédée Dunois, Durand, l'ancien militant des Bûcherons du Cher, Jayat des Communaux, Delsol, Gény, Bennetot, Garnier et Paoli, du Gaz de banlieue, Auffret, Simonnet, Lescure, du Gaz de Paris, Martzloff, Maure et Kéraudy, des Producteurs d'énergie électrique, André Droit, le militant socialiste de Stains, Ménard, du Tonneau, deux militants des cheminots du P.-L.-M. : Delpuech et Ploncard, Victor Delagarde au milieu d'une tablée de métallurgistes : Roy, Geslin, Weugne, Prudhomme, Robert, Maupioux, Pelletier ; autour d'Yvon, un coin d'espérantistes avec Lanti, Gilbert Raguier, Glodeau ; tout à côté, des militants et militantes des Employés ; Aufrère et Burguet, des Correcteurs, en compagnie de Marius Giraud, ancien secrétaire de la Fédération unitaire du Bâtiment. Citons encore, en nous excusant des oublis : Daniel Martinet, Marot, Cot, Roujou et Wipff, des Cuisiniers, Bory, Bossu, Midon et Marcel Hasfeld, ainsi que la plupart des camarades du « noyau ».

Après quelques mots de Chambelland, d'Hagnauer, d'Yvon et de Roy, Monatte prit la parole. Familièrement, il évoqua pour nous quelques souvenirs d'avant-guerre, de guerre et d'après-guerre, saluant au passage nos disparus. Sa conclusion fut un encouragement aux jeunes. Ils peuvent, avec la Révolution prolétarienne, *faire revivre le syndicalisme en France. Cette allocution de Monatte fut le régal de notre dîner.*

On le voit, nous avons dignement célébré notre 10e anniversaire. Et, en nous quittant, samedi soir, nous n'avons pas craint de prendre rendez-vous pour fêter de la même façon la... 20e année de la R. P. !

Le gérant : M. CHAMBELLAND.

COOPÉRATIVE OUVRIÈRE D'IMPRIMERIE
ÆGITNA, 27, RUE DE CHATEAUDUN, 27
CANNES. — TÉLÉPHONE : 35-59. —

COLLECTIONS DE LA **RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE**

Précis de Géographie Economique

par J. F. HORRABIN
traduit de l'anglais par J. PÉRA

45 Cartes

Prix : 9 Fr.

Le 4e mille vient de paraître

DEUX ANS D'INDOCHINE

Un fleuve de sang

Une brochure

Prix : 1 Fr.

Cette brochure est parfaite.
Andrée VIOLLIS.

Expédiés franco contre un mandat envoyé à notre compte de chèques-postaux :
Révolution Prolétarienne, 54, rue du Château d'Eau, PARIS. Compte N° 734-99. Paris.

"L'Emancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes"

Vous ne connaissiez pas

"La Révolution Prolétarienne"

LISEZ LES NUMÉROS

de propagande que nous vous envoyons gratuitement

Nous sommes des syndicalistes révolutionnaires, et nous voulons la RENAISSANCE DU SYNDICALISME d'action et d'indépendance qui faisait, avant la guerre, la force de la C. G. T.

Nous voulons l'UNITE SYNDICALE, indispensable contre le fascisme menaçant.

NI PARLEMENTARISME, NI FASCISME

TOUT LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS !

Tout le Pouvoir au Syndicat !

Si notre mouvement ne vous intéresse pas, écrivez-nous d'arrêter nos envois.

S'IL VOUS INTERESSE

Abonnez-vous sans tarder !

(Conditions d'abonnement en 2me page de la couverture)